



STRATEGIE D'INFLUENCE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

06/2007

Auteur :

Association Ecole de Guerre Economique

Sous la direction de :

Christian Harbulot

Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures.

Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



Mots-clés

Influence, réchauffement climatique, contestataires, France, réseaux, cartographie, lobbying, fondation Bill Gates, Chine, Etats-Unis



Introduction	1
Rappel du contexte	9
Synthèse de l'étude	10
Evolution des Négateurs du Changement Climatique	1
L'identification des négateurs – approche cartographique	14
Le recul des négateurs – perspective historique	16
L'isolement progressif de l'administration Bush sur l'échiquier institutionnel	16
2005 : l'année charnière	16
Le rapport Stern agit comme un détonateur	17
Les entreprises américaines entrent dans la danse	17
Le rapport du GIEC enfonce le clou	18
Le mouvement gagne les états et les grandes villes des Etats-Unis.....	18
Changement d'attitude de l'administration Bush : Un revirement calculé ?.....	19
L'isolement américain est visible lors de la réunion du G8.....	19
Le recul apparent d'ExxonMobil et son impact sur l'échiquier sociétal.....	20
L'affaiblissement du « lien transatlantique »	20
L'arrêt du financement des principaux think-tank négateurs	20
L'action continue sous d'autres formes : occuper le terrain et ralentir la prise de décision.....	21
Le discours des négateurs - Tentative de décryptage.....	23
Les arguments économiques et financiers	23
Le coût global des mesures à prendre.....	23
L'impact sur les économies locales (Etats-Unis, Australie, Canada...)	23
Le cas des Pays membres de l'OPEP et des Pays en Voie de Développement.....	24
Les contre arguments scientifiques	24
Les contre arguments de type idéologique	25
La résistance à « l'autoritarisme écologique »	25



La dénonciation d'un « complot socialiste »	25
Le refus du « dogme du réchauffement climatique »	25
Le rejet de la théorie de « la mondialisation climatique »	26
Le recul des négateurs : revirement ou choix tactique ?	27
Le jeu de la victimisation	27
Le changement du discours	27
L'offre de financement d'Exxon à des scientifiques contre le GIEC	28
A titre de conclusion	28
Pratiques de Lobbying	1
Le Lobbying exercé à Bruxelles	30
Préambule	30
Conséquence	30
Le lobbying à Bruxelles en matière d'environnement	31
Focus sur les pratiques de l'AMCHAM EU	32
L'institution et ses membres	32
Le lobbying de l'AMCHAM EU	32
Son réseau d'influence direct	32
Ses relais d'influence indirects	32
Le discours de l'AMCHAM EU	33
Les points clés	33
Ses attentes sur la performance énergétique (Efficiency Energy)	33
Ses attentes sur les sources d'énergies renouvelables	33
Conclusions	35
Sur son réseau de lobbying	35
Sur son discours	35
L'AMCHAM EU : utiliser ses techniques	35
Influence : Inciter un géant à prendre position.	1



Les Fondations US et le cas de la BMGF	37
Le rôle des fondations US.....	37
La réforme des fondations aux Etats-Unis.....	37
Le fonctionnement des fondations américaines	38
Un statut fiscal globalement favorable mais critiqué	38
L'exonération de l'impôt sur les sociétés	38
Le régime fiscal de déduction des dons versés au profit des fondations	39
Les conditions et modalités de déduction des dons effectués aux fondations en matière d'impôt sur le revenu :.....	39
Les conditions et modalités de déduction des dons effectués aux fondations en matière de droits de mutation à titre gratuit (succession, donations) :.....	40
Les conditions pour disposer de ce statut dérogatoire	40
Un statut fiscal trop complexe	41
Vers de nouvelles incitations fiscales ?.....	41
Les fondations privées	42
Les fondations indépendantes	42
Les fondations d'entreprises	42
Les « operating foundations »	42
Avantages / Intérêts des fondations privées.....	42
Focus sur la Fondation Bill Gates	43
Bref historique	43
Analyse de la structure thématique actuelle.....	45
Le patrimoine économique de la Fondation.....	46
Le board et ses implications	47
Direction (basée à Seattle).....	47
Présidents des trois programmes	47
Bureau exécutif	47
Responsables de divers services et départements	47



La mise en lumière des contradictions de la.....	48
Fondation Bill Gates.....	48
Une absence de prise de position clairement définie	48
La Stratégie de BMGF : « communiquer peu	49
pour communiquer mieux »	49
La Fondation Bill Gates est-elle socialement responsable ?.....	49
Microsoft, meilleur allié des laboratoires pharmaceutiques	49
Des milliards de dollars investis dans des industries polluantes	49
Recommandations pour inciter BMGF à prendre position.....	50
Pression médiatique extérieure.....	50
Isoler pour récupérer.....	50
Opération séduction.....	51
Un contexte politique favorable : exploiter l'opportunité des élections US de 2008	51
Vers une autre piste.....	52
Recommandations	1
La France doit donner l'exemple	54
La France a déjà pris des engagements forts	54
Cependant de nombreux enjeux sont encore à tenir	54
Utilisation de l'aide publique.....	54
Relancer de l'Investissement.....	54
Utiliser l'outil Fiscal.....	55
Contraindre les pays comme la Chine à lutter.....	55
Argumentaire Proposé.....	56
Annexes.....	1
Panorama des Fondations les plus importantes	58
Principales fondations en termes d'actifs	58
Principales fondations en termes de subventions accordées	59



Composition du Board de la Fondation Bill.....	60
Gates.....	60
Patty Stonesifer : CEO	60
Sylvia M. Mathews : President, Global	62
Development Program	62
Allan C. Golston : President, U.S. Program.....	64
Tadataka Yamada, M.D. : President, Global	66
Health Program	66
Cheryl Scott : Chief Operating Officer	67
Autres.....	69
Responsables de divers services et départements	69
Les 15 principes « déontologiques » de la fondation	69
Article du L.A. Times.....	71
Bibliographie.....	79
Le Position Paper de l'AMCHAM.....	80
Sources d'énergies renouvelables.....	81
Capture du carbone et stockage géologique	81



Introduction



Rappel du contexte

Des scientifiques français cherchent à décrypter les réseaux d'influence qui se manifestent sur le thème du réchauffement climatique et qui parasitent les prises de position de la France dans les négociations internationales.



Synthèse de l'étude

Si les négateurs du climat sont particulièrement nombreux et organisés, cela n'empêche pas un isolement progressif de leur réseau. Sur le plan institutionnel ils sont, comme l'administration Bush, de plus en plus isolés. Le rapport *Stern a supprimé leur principal argument : celui de la croissance économique. Au plan sociétal, le principal financeur des réseaux de négateur, Exxon Mobil, a lui aussi pris du recul. Ce qui ne l'empêche pas d'essayer d'intervenir par d'autres moyens, afin de ralentir de futures réformes. Si l'affrontement n'est plus frontal, il n'en demeure pas moins présent, mais de manière plus détournée.*

Les fondations américaines possèdent un rôle social majeur, notamment dans le contexte d'un désengagement de l'Etat de certains secteurs. Acteurs clés de l'activité caritative américaine, les fondations justifient leur rôle d'intermédiaire entre les donateurs et les bénéficiaires des dons par le fait qu'elles permettent le financement de biens et de services d'intérêt général, qui n'auraient pas été produits sans elles. L'efficacité des fondations se mesure donc à travers leur capacité à lever des fonds et à les réallouer. Certaines possèdent, de plus, un poids moral important comme la Fondation *Bill and Melinda Gates*. Il est donc important de l'obliger à prendre position contre le réchauffement climatique, soit en démontrant au public le décalage entre sa raison sociale et son action. Soit en l'isolant sur ce terrain, afin de l'obliger à s'engager plus fortement que les autres pour rompre cet isolement.

L'Europe au niveau de la Commission, mais aussi de son Parlement est un lieu important de lobbying sur les questions climatiques, ces dernières étant étroitement liées aux questions énergétiques. En cela la chambre de commerce des Etats-Unis, auprès de l'Union Européenne, l'AMCHAM EU, représente les intérêts de quelque 140 entreprises américaines. Parmi celles-ci, beaucoup d'entreprises dont les activités participent au réchauffement climatique (rejets de gaz à effet de serre). Citons notamment : EXXONMobil Petroleum & Chemical, General Motors Europe, The Boeing Company, Chevron Corporation, DaimlerChrysler, General Motors Europe, etc. L'AMCHAM EU comprend une Commission Environnement dédiée à l'évaluation et l'influence des politiques européennes.

Or en défendant la position de ses membres, l'AMCHAM EU défend implicitement les entreprises adhérentes rétives aux mesures prises pour lutter contre le réchauffement climatique. Ce réseau particulièrement efficace doit être une source d'inspiration pour les acteurs du lobbying européen qui lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit donc de comprendre ces méthodes afin d'une part mieux les contrer, et d'autre part s'en inspirer afin d'être tout autant efficace dans ce domaine.

Cette question semble centrale dans la politique française internationale, comme semble l'avoir laissé entendre le président Nicolas Sarkozy, aussi la France doit-elle continuer à faire entendre sa voix comme l'a déjà fait auparavant avec Jacques Chirac. Le Grenelle de l'environnement est l'occasion de proposer des mesures concrètes comme une fiscalité incitative pour la défense de l'environnement.



Puisque le secrétaire d'Etat aux affaires européennes Jean-Pierre Jouyet a décidé d'être présent deux jours par semaine à Bruxelles pour défendre les intérêts de la France, il doit se montrer particulièrement réceptif à ce sujet avec l'aide du « Grand » ministère de l'Environnement dont s'est doté la France afin d'envoyer un signal aux français, mais aussi à ses partenaires européens.



Evolution des Négateurs du Changement Climatique

1ère **Partie**



Lorsqu'à la fin de la décennie 1980 l'opinion publique internationale commence à percevoir les premiers cris d'alarme sur le réchauffement climatique, de sérieuses recherches scientifiques menées depuis plus d'un siècle ont déjà conclu à la responsabilité de l'Homme*.

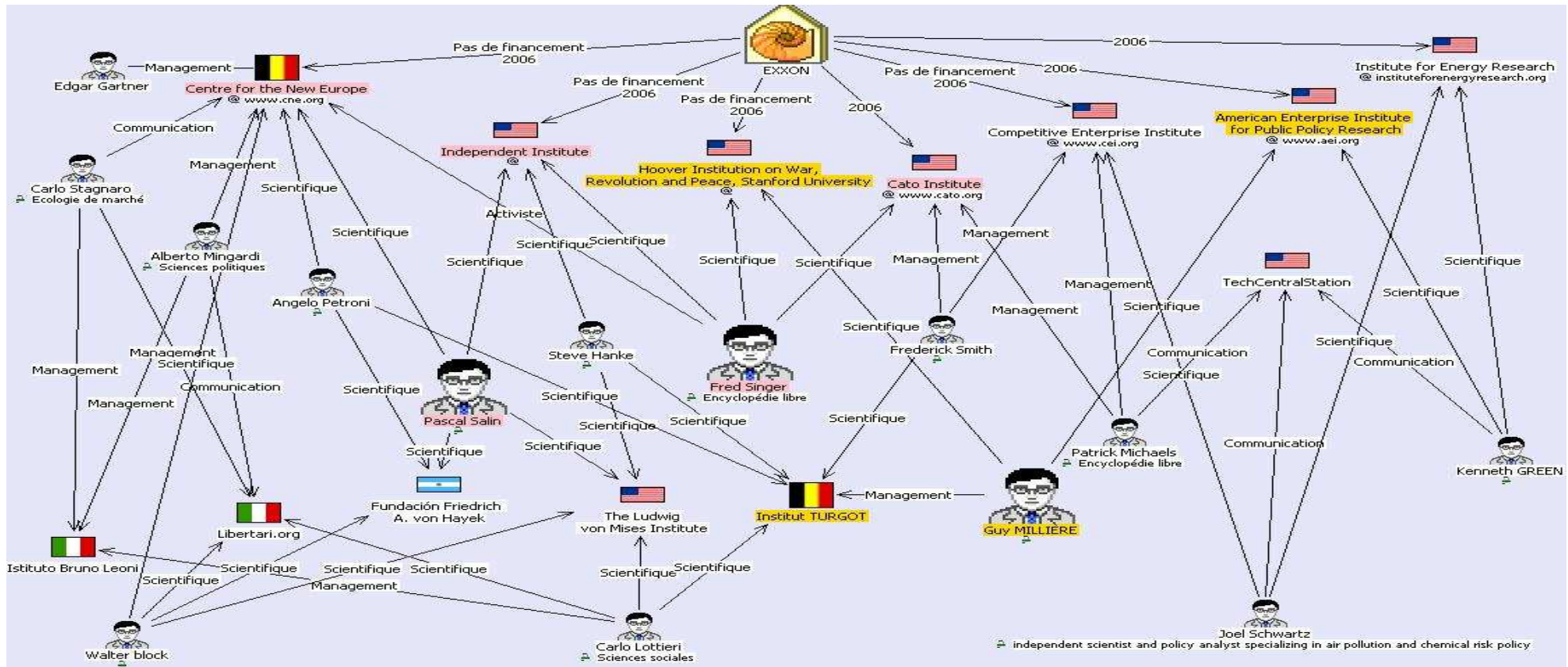
Or si l'émission de gaz à effet de serre est admise et incriminée, cela équivaldra pour des puissances telles que les Etats-Unis et des mastodontes industriels de type Exxon à de lourdes pertes financières.

D'où la nécessité pour ces derniers de créer un front uni pour faire face à la menace que constitue clairement la reconnaissance du dioxyde de carbone comme cause principale de la dégradation climatique: Ce sera le point de départ du mouvement négationniste, lequel va se muer en une complexe et redoutable coalition internationale ayant pour objectif stratégique de semer le doute dans l'opinion.

« *Le lien entre l'activité humaine et le changement climatique ne peut être établi* » confiera le CEO de Exxon au **New York Time le 06 Mars 1991** en guise de lancement de l'une des plus puissantes campagnes de désinformation de niveau mondial après celle de l'industrie du tabac dans les années 1950.



L'identification des négateurs – approche cartographique





Voici ce qui ressort de l'analyse de la cartographie :

Le seul « lien transatlantique » vérifiable entre le réseau de négateurs des USA et l'Europe se centre sur la personnalité d'**Edgar Gärtner**, le responsable du département environnement du Center for the New Europe (CNE), à Bruxelles.

Le dénonciateur du « totalitarisme écologique » est, ironiquement, un ancien directeur de WWF (Fonds Mondial pour la Nature Sauvage) en Allemagne, et paraît représenter la seule menace potentielle « négatrice » du réchauffement.

Rédacteur d'articles dans des journaux européens comme le *Figaro* et la *Libre Belgique*, Gärtner a comme relation personnelle, **C. Boyden Gray**, un habitué du Bal du Capitalisme du CNE.

Gray est à la fois l'ambassadeur des USA (depuis juillet 2005) et lobbyiste de Microsoft auprès de l'UE. C'est un ancien conseiller du président Bush à la Maison-Blanche.

Pourtant, il existe encore quelques connexions transatlantiques entre des think-tanks sceptiques encore financés par Exxon et l'espace intellectuel européen, bien que ces liens ne soient pas composés par des intellectuels du réchauffement comme Gärtner.

Ainsi, à côté du CNE, il faut retenir aussi comme principaux think-tanks sceptiques l'**institut Turgot** (belge) et l'**institut Libertari** (italien). Ces deux organisations se trouvent connectées à des think-tanks américains comme l'**Independent Institute**, le **Ludwig von Mises Institute**, le **Hoover Institute of War**, et le **Cato Institute** et le **Competitive Enterprise Institute**, à travers des liens de co-participation scientifique.

Dans ce cadre, le nom du français **Pascal Salin** apparaît mis en relief, par le fait que cet économiste participe à la fois au CNE, au Independent Institute, au Ludwig von Mises, et à l'argentine Fondation Friedrich A. von Hayek.

A cette dernière collabore aussi l'italien **Angelo Petrone**, qui en même temps travaille pour l'Institut Turgot et le CNE. Finalement, un troisième nom à être retenu est celui de **Fred Singer**, qui à coté de la collaboration avec le CNE, il cumule d'autres avec l'Independent Institute, le Hoover Institution et le Cato Institute.

Encore un nom à retenir, celui du français **Guy Millière**, membre du Conseil Scientifique de l'Institut Turgot, poste qu'il cumule avec celui de chercheur au AEI (American Enterprise Institute) et au Hoover Institute. L'influence de ces experts sur la question du réchauffement ne se fait pourtant qu'indirectement, avec des communications prônant radicalement pour le libre marché. Ils ne constituent donc pas à proprement parler des négateurs.



Le recul des négateurs – perspective historique

Tandis qu'en 2003 une enquête du MIT (Massachusetts Institute of Technology) indique que seulement 22% de la population américaine se prononçait en faveur de mesures anti-réchauffement, ce chiffre atteint près de 48 % à la fin de 2007.

(Le Figaro, 01-02-2007)

Ce revirement témoigne d'un changement profond dans l'opinion publique du pays le plus grand pollueur du monde. Il constitue aussi un premier indicateur clair du déclin de l'influence des négateurs du réchauffement climatique à un niveau plus global.

Enclenché depuis 2005, ce processus se traduit par un isolement progressif de l'administration Bush dans ce domaine, amplifié par une réduction de l'activisme d'Exxon et par la faiblesse du « *lien transatlantique* » du réseau de négateurs.

L'ancien vice-Président de Bill Clinton, Al Gore, a reçu un Oscar à Hollywood en 2007, pour son long métrage commenté sur les manifestations destructrices de la nature en expliquant qu'elles sont les conséquences directes d'une pollution industrielle que la Terre n'est plus en mesure d'absorber.

L'isolement progressif de l'administration Bush sur l'échiquier institutionnel

Lorsque l'administration Bush arrive au pouvoir aux USA en 2001, le nouveau président annonce le retrait américain du protocole de Kyoto, qui avait été ratifié par Bill Clinton ; une mesure qui pouvait être anticipée lorsque l'on observe les connexions de la famille Bush dans le secteur énergétique.

Les sœurs Dobriansky sont un exemple flagrant. La sous-secrétaire d'Etat pour la démocratie et les affaires globales et la directrice générale adjointe du Département d'Energie, nommées par Bush, ont toutes les deux été engagées lors des négociations du protocole de Kyoto. La première, Paula, fût l'une des négociatrices américaines à Kyoto, alors que l'autre, Larisa, était lobbyiste pour Exxon.

L'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration fournissait ainsi un cadre favorable à un épanouissement des négateurs du réchauffement climatique dans l'opinion publique américaine, alors que le choc du 11 septembre donnait une grande marge de manœuvre à l'aile la plus radicale du parti républicain en termes de discours et d'actions.

2005 : l'année charnière

On peut affirmer que 2005 fut une année charnière, qui amorce le déclin des négateurs du changement climatique sur l'échiquier institutionnel. C'est en effet à la fois l'année de la ratification des accords de Kyoto par la Russie de Poutine, ce qui permet une entrée en vigueur effective du protocole, mais aussi et peut-être surtout l'année de l'ouragan Katrina qui bouleverse toute l'Amérique.



Un mois avant cette catastrophe naturelle, George W. Bush admet pour la première fois que la main humaine pouvait être en partie responsable du réchauffement climatique (*cf l'analyse du discours des négateurs, dans cette étude*). Un premier fléchissement de l'administration du pays industrialisé le plus pollueur du monde et qui de surcroît avait dénoncé le protocole de Kyoto.

Le déclin des négateurs semble s'amplifier avec la fin de l'état de grâce de l'administration Bush, dans lequel la détérioration de la guerre en Irak a fortement jouée dans l'opinion américaine. C'est dans ce climat de déclin de crédibilité de l'administration Bush que le candidat vaincu en 2001, Al Gore, a pu apparaître comme « le futur ex-président de l'Amérique », en se présentant pour le documentaire « Une vérité qui dérange », dont la première a lieu le 24 mai 2006 dans les salles de cinéma américaines.

Le rapport Stern agit comme un détonateur

Six mois après est publié le rapport Stern, un document de 700 pages produit suite à la demande du gouvernement Blair, sur les conséquences économiques du réchauffement climatique.

Les principales conclusions de ce document soutiennent que 1% du PIB mondial doit être investit chaque année pour éviter les pires effets du réchauffement climatique, en soulignant que « *nos actions pendant les prochaines décennies peuvent créer des risques d'une disruption majeure de l'activité sociale et économique, à la fin de ce siècle et le prochain, dans une échelle similaire avec celle associée aux grandes guerres ou à la grande dépression de la première moitié du XXe siècle* ». (BBC, 30-10-2006).

Parallèlement, sort une nouvelle enquête du MIT qui indique qu'une forte progression de la proportion d'américains (48%) croient désormais à la cause humaine du réchauffement. (Le Figaro, 01-02-2007)

La perte d'influence des « négateurs » du changement climatique se fait dès lors nettement sentir alors que les esprits commencent à s'enflammer : « *Je ne peux tolérer être appelé « sceptique » parce que tous les scientifiques doivent être des sceptiques, mais là ils ont commencé à nous appeler négateurs, avec toutes les connotations liées à l'Holocauste. C'est une obscénité. C'est devenu vraiment dégueulasse et personnel.* » (Tim Ball in Sunday Telegraph, 11-03-2007)

Les entreprises américaines entrent dans la danse

Parallèlement, dix entreprises annoncent en janvier 2007 la création de l'USCAP (www.us-cap.org), association regroupant désormais des sociétés et des associations militant pour la réduction, d'ici à 2050, de 60% à 80% des gaz à effet de serre émis aux Etats-Unis.

Dans leur manifeste, « Un appel pour l'action » (« *A call for action* »), les membres de l'USCAP affirment « travailler avec le Président, le Congrès, et toutes les autres parties prenantes pour mettre en place un programme de changement climatique efficace et respectant l'environnement, économiquement durable, et juste ». Cinq mois après, 14 nouvelles grandes entreprises américaines rejoignent le partenariat, dont le constructeur automobile General Motors. L'activité du partenariat s'élève aujourd'hui à environ 1700 milliards de dollars (La Tribune, 11-05-2007)



L'intégration de ces nouveaux membres, au sein de l'échiquier institutionnel, laisse l'administration Bush de plus en plus isolée sur ce sujet. La publication en février du dernier rapport du GIEC démontre l'importance du rejet de CO2 dû aux activités humaines dans l'existence de l'effet de serre, et l'urgence d'une action commune réglementée.

Le rapport du GIEC enfonce le clou

L'impact de ce dernier rapport s'est rapidement vérifié sur la scène internationale. Le 17 avril 2007, et pour la première fois en plus de soixante ans d'existence, le Conseil de Sécurité de l'ONU a débattu sur le changement climatique, suite à l'initiative du Royaume-Uni, le pays qui produit le rapport Stern, et qui préside actuellement l'institution majeure du système onusien (La Tribune, 18-04-2007).

En effet, la « special relationship » anglo-américaine semble ne plus s'appliquer sur le terrain du changement climatique. Quelques mois avant, le *Times* révélait l'intention du gouvernement britannique d'inviter directement les Etats américains de la fédération à joindre la bourse du carbone européenne (ADEME, 04-2007). Ce même mois d'avril, le sommet USA-UE a pour la première fois ébauché une entente sur ce même sujet.

À côté de ce rapport, plusieurs mouvements nord-américains isolent de plus en plus l'administration Bush. Huit projets de loi visant à introduire des limitations à l'émission de gaz à effet de serre sont préparés au sein du Congrès, actuellement de majorité démocrate. Il s'agit de textes qui bénéficient de soutiens aussi bien à la gauche qu'à la droite de l'échiquier politique, et sont soutenus par des poids lourds comme Hillary Clinton, Barack Obama, et John McCain, tous candidats à la succession de Bush.

Le mouvement gagne les états et les grandes villes des Etats-Unis

En outre, on peut observer des mouvements parmi certains états de la fédération, qui entament une démarche opposée à celle de l'administration centrale.

Le cas le plus frappant est celui de la Californie : le gouverneur d'un état qui produit plus de gaz à effet de serre que le Brésil, Arnold Schwarzenegger, décide de réduire ces émissions de 80% jusqu'à 2050. Sur la côte atlantique, le Massachusetts rejoint en janvier 2007 sept états du Nord-est dans la "Regional Greenhouse Gas Initiative" (RGGI, www.rggi.org), une coalition pour la création d'un marché régional du carbone et qui prévoit aussi des réductions (moins 10% en 2020). Au total, 22 états américains imposent alors des réductions du gaz à effet de serre.

Ce mouvement concerne aussi les grandes villes dont certaines se sont engagées très tôt.

Depuis 2003, la mairie de Chicago a mis en place le "Chicago Climate Exchange" (CCX), une bourse où les membres achètent et vendent des droits à émettre du CO2 dans le cas où une entreprise ne parviendrait pas à réduire ses émissions de 1% par an – une sorte de « Kyoto sans Kyoto ».



Seattle a elle aussi décidé de se transformer en « ville Kyoto » depuis février 2005, en se proposant de réduire ses émissions de 7% d'ici 2012. Le maire de la ville ayant invité d'autres villes à faire le même, les Etats-Unis comptent aujourd'hui plus de 450 villes engagées dans les mêmes objectifs, ce qui totalise 62 millions d'américains. (La Croix, 19-04-2007)

Changement d'attitude de l'administration Bush : Un revirement calculé ?

L'administration Bush semble commencer à céder. Le 31 mai 2007, George W. Bush a proposé un nouveau cycle de négociations pour fixer d'ici à fin 2008 un objectif mondial à long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le réchauffement climatique. Cette proposition a pourtant immédiatement été qualifiée de « peu ambitieuse » par l'U.E. (AFP, 01-06-2007)

Cependant le 1^{er} Juin, le Président BUSH a marqué un virage à 180° au cours d'une allocution télévisée indiquant que "*Les Etats-Unis prennent cette question au sérieux*", et en souhaitant organiser une réunion avec les principaux pollueurs (Chine, Inde). Revirement calculé disent certains, il n'empêche que cette nouvelle attitude est à prendre en compte, et qu'il va falloir surveiller attentivement les futures déclarations américaines.

Les Etats-Unis chercheraient à faire cavalier seul (Greenpeace, WWF), pour saborder le prochain G8, renvoyant la conclusion d'un accord sur le changement climatique après les prochaines présidentielles américaines.

L'isolement américain est visible lors de la réunion du G8

L'isolement américain est visible lors de la réunion du G8, entre le 6 et le 8 juin 2007. D'après les révélations de Greenpeace et du Washington Post, une polémique s'est développée entre les USA et les autres membres. L'Allemagne de Merkel, aurait proposé dès le mois de mai une limitation du réchauffement à 2° pour ce siècle, ainsi que de réduire d'ici 2050 les émissions de CO2 à 50% de celles de 1990. (www.rue89.com, 28-05-2007)

Ainsi, l'administration Bush se retrouve-t-elle aujourd'hui isolée et encerclée sur l'échiquier institutionnel, tant sur la scène internationale, qu'au niveau national.

Pression internationale :

- Pression des Etats qui ont signés Kyoto,
- Pression croissante de l'ONU, à travers le GIEC,

Pression interne :

- Pressions provenant du Congrès,
- Pression provenant des états de la fédération,
- Pression provenant des mairies américaines,

Pressions provenant des échiquiers concurrentiel et sociétal :

- Pression des environnementalistes américains,



- Pression des assureurs qui ont payés 78 milliards de dollars aux victimes des catastrophes naturelles (AFP, 15 février 2007)
- Pression des milieux d'affaires américains qui voient les opportunités du marché du carbone et des énergies renouvelables (AFP, 15 février 2007)

Le recul apparent d'ExxonMobil et son impact sur l'échiquier sociétal

Dans ce cadre d'isolement de l'administration centrale du pays le plus grand émetteur de gaz à effet de serre du monde, l'on constate aussi un recul de l'action de ses alliés naturels au sein des échiquiers concurrentiel et sociétal.

Depuis quelques années, le plus grand groupe pétrolier au monde, l'américain ExxonMobil, est devenu le symbole de la négation du réchauffement climatique. Sous la présidence de Lee Raymond, jusqu'à la fin de 2005, ce groupe pétrolier américain fut l'objet des plus dures critiques des principales ONG et associations environnementalistes pour son soutien financier systématique à des think-tanks conservateurs et ultra-libéraux sceptiques par rapport à la cause humaine du réchauffement climatique.

Raymond lui-même, par exemple, cumulait son poste avec celui de président de l'American Enterprise Institute.

Le *Center for New Europe* (CNE), think-tank situé à Bruxelles et pas très loin du Parlement Européen, organise depuis quelques années et régulièrement le « Bal du Capitalisme », avec quelque 400 personnalités plus ou moins reconnues par son apologie du libre marché.

Le responsable de son département Environnement est l'un des négateurs les plus connus et actifs, Edgar Gärtner, ancien rédacteur en chef de WWF magazine en Allemagne. Gärtner est ami personnel de Boyden Gray, lobbyiste de Microsoft à Bruxelles.

L'affaiblissement du « lien transatlantique »

Mais même ce discret « lien transatlantique » des négateurs a tendance à s'affaiblir.

Depuis que Raymond a quitté Exxon (tout en recevant une indemnisation d'environ 400 millions de dollars) et a été nommé par le président Bush, directeur du comité *American Energy Future* (sous la critique la plus hostile des environnementalistes), la nouvelle direction d'Exxon, avec le nouveau président Rex Tillerson semble depuis avoir adopté une approche plus modérée.

S'il est difficile de dire avec précision jusqu'à quel point Exxon a changé son attitude, il est pourtant possible d'identifier quelques indices au niveau du comportement.

L'arrêt du financement des principaux think-tank négateurs

L'indice le plus visible concerne l'état de lieux du financement de think-tanks négateurs. Le CNE par exemple, aurait cessé de recevoir des financements de la part d'Exxon, qui entre 2003 et 2005 lui aurait fourni un montant autour de 170 000 dollars. Le Competitive Enterprise Institute, le



think-tank libertarien qui a promu des publicités télévisuelles avec le slogan : « *Carbon Dioxide : Some call it pollution. We call it life* », reçut en 2005 sa dernière contribution financière d'Exxon, de 270 000 dollars.

Cette cessation des paiements est à rapprocher d'une campagne menée par la Royal Society (la plus importante association de scientifiques britannique), qui adresse une lettre¹ adressée à Exxon, en guise d'ultimatum.

La compagnie pétrolière a nié cette relation, quoiqu'un rendez-vous entre les deux institutions aurait eu lieu en juillet 2006. Selon cette association, une enquête aurait prouvé qu'Exxon aurait fourni un total de 2,9 millions de dollars à 39 think-tanks négateurs non représentatifs de la communauté d'experts du changement climatique (The Guardian, 20-09-2006)

2005, l'année charnière pour le déclin des négateurs, aura ainsi coïncidé ainsi avec la dernière année où Exxon maintenait un budget significatif pour une grande partie de ses think-tanks négateurs. Mais pas tous. Plus d'une dizaine d'autres think-thanks sceptiques continuent à recevoir des financements du géant pétrolier américain, tels que l'Independent Institute, le Cato Institute, la Hoover Institution et l'Institute for Energy Research (Rapport Greenpeace "ExxonMobil's Continued Funding of Global Warming Denial Industry" publié en Mai 2007).

L'action continue sous d'autres formes : occuper le terrain et ralentir la prise de décision

Pourtant, le journal britannique le *Guardian* a révélé des lettres envoyées à l'AEI par Exxon annonçant l'attribution de 10 000 dollars à tout scientifique qui publierait un article mettant en cause les conclusions du dernier rapport du GIEC. Les dépenses de voyages et d'autres coûts additionnels seraient aussi couverts par la poche du groupe pétrolier. (The Guardian, 02-02-2007)

Le recul est évident dans le comportement d'Exxon, il reste à savoir quelles sont ses intentions. Les discours et interventions du nouveau Pdg, Rex Tillerson, suggèrent que celui-ci, contrastant avec son prédécesseur, a pris une direction plus nuancée en termes d'opposition aux thèses anti-réchauffement.

Trois mois après l'annonce secrète de la récompense pour d'éventuels négateurs du IVème Rapport du GIEC, voilà que le 17 mai 2007, le jour où le Conseil de Sécurité de l'ONU a débattu du réchauffement, Exxon a aussi publié un communiqué sur sa position officielle sur le IVème Rapport en reconnaissant l'évidence du réchauffement de la planète et le besoin d'adopter des stratégies pour une réduction des émissions de gaz à effet de serre².

Toutefois, le 30 mai, Rex Tillerson a marqué une ligne nette de séparation entre sa direction et un certain nombre d'actionnaires d'Exxon anti-réchauffement, lors de l'assemblée générale annuelle.

Critiqué sur le maintien du financement d'un certain nombre de think-tanks négateurs, le pdg d'Exxon a maintenu le discours du doute : *"Aujourd'hui, la communauté scientifique sait beaucoup de choses, mais beaucoup d'éléments ne sont pas consensuels. Il y a aussi tellement de*

¹ <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2006/09/19/LettertoNick.pdf>

² http://www.exxonmobil.com/Corporate/Newsroom/NewsReleases/corp_nr_mr_climate_ipcc.asp



domaines où nous aurons encore besoin d'énergies fossiles à l'avenir. Peut-être que vous n'aimez pas cette vision, mais c'est une réalité". (AFP, 30-05-2007)



Le discours des négateurs - Tentative de décryptage

Par delà ses récentes évolutions, les ramifications de son réseau d'acteurs, le discours des négateurs peut se décrypter à travers trois axes majeurs (22).

Les arguments économiques et financiers

Le coût global des mesures à prendre

Parmi les principaux arguments généralement mis en exergue par les négateurs, figurent en bonne place le coût faramineux que pourrait constituer la stricte application de Kyoto I et II. Cette question est résumée par Edgar Gartner dans une livraison de **La Libre Belgique** datée du 26.12.2006.

« ...on estime le coût d'un plafonnement de la concentration du CO₂ à 550 ppm (parts par million) à 5 % du PIB, ce qui est considérable. Mais l'Union européenne s'est fixé un but encore plus ambitieux : limiter le taux du CO₂ à 450 ppm. Cela causerait un appauvrissement généralisé de la population certainement plus dommageable que la passivité face au changement climatique. Le rapport Stern, publié récemment en Angleterre, arrive à des conclusions différentes uniquement parce qu'il cache les gains possibles du réchauffement (comme par exemple la possibilité d'augmenter les rendements agricoles dans le Nord) et minore les estimations du coût des investissements nécessaires pour diminuer les émissions de CO₂ par les centrales, usines, chauffages domestiques et transports. »

L'impact sur les économies locales (Etats-Unis, Australie, Canada...)

Pour un certain nombre de pays industrialisés, la réduction des émissions de gaz à effet de serre devra s'accompagner d'énormes restrictions pour les économies locales. « *C'est peut-être très amusant pour quelques élites scientifiques et écologistes d'Ottawa. Mais les simples citoyens, d'un bout à l'autre du pays, n'endureront pas ce que cela fera à leur économie et à leur style de vie [...]* », déclare par exemple Stephen Harper à Toronto Star, le 5 septembre 2002. Cette inquiétude reste partagée par le gouvernement australien dont le ministre Fran Bailey signalait le 18 Avril 2007 l'effet dévastateur sur le tourisme dans son pays.

Les États-Unis quant à eux demeurent le plus gros émetteur avec environ 23 % des gaz à effet de serre du monde parce qu'ils produisent 25 % des biens et services de la planète.

Politiquement, l'administration de George W. Bush a souvent motivé son attitude anti-Kyoto par le fait que la République Populaire de Chine, second émetteur mondial de gaz à effet de serre n'a pas ratifié le traité en 1997. En outre, ils justifient leur non adhésion par le fait que leur industrie est énergétiquement plus efficace que celle de la majorité des signataires. Les États-Unis préfèrent investir dans les Nouvelles Technologies et refusaient encore récemment tout accord



multilatéral contraignant car aucune obligation ne pèse sur les pays en voie de développement (en particulier la Chine et l'Inde, deux gros émetteurs de gaz à effets de serre).

Le cas des Pays membres de l'OPEP et des Pays en Voie de Développement

Pour la majorité des pays en développement et en particulier pour des pays comme la Chine ou l'Inde, le changement climatique n'est pas une priorité au vu des autres enjeux du développement. Il est vrai qu'étant donné leur niveau de développement, ils n'ont pas les mêmes sensibilités vis-à-vis des questions environnementales. Ils pensent que les pays développés doivent agir en priorité car ceux-ci ont une responsabilité historique sur l'augmentation actuelle des concentrations de gaz à effet de serre. De plus, ils considèrent l'augmentation de leurs émissions par tête (qui sont aujourd'hui très faibles) comme une conséquence inéluctable de leur développement. Pourtant, l'Inde risque aussi de subir un fort impact suite au changement climatique, en particulier dans le domaine agricole, à cause de possibles variations de la mousson. Pour la Chine, il n'y a donc pas de tendance claire.

Les pays en voie de développement, qui n'ont pas d'engagement quantifié de réduction de leurs émissions dans le protocole de Kyoto, craignent du reste que tout effort en ce sens n'entrave leur croissance économique.

Les pays de l'OPEP, surtout l'Arabie Saoudite et le Koweït, exigent des aides financières pour la diversification économique, au titre des compensations prévues par le protocole.

Les contre arguments scientifiques

Les scientifiques et institutions qui avancent que le réchauffement climatique n'est pas nécessairement dû à l'activité humaine y opposent une kyrielle de contre arguments visant essentiellement à mettre en doute les conclusions du GIEC. C'est par exemple le cas du Prof. Ian CLARK qui soutient que **l'activité solaire** est la principale cause du réchauffement climatique. L'Institut économique Molinari a repris cette théorie dans son rapport sur « *Les coûts économiques et l'inefficacité du protocole de Kyoto* ».

Et pour justifier ce point de vue largement repris par d'autres après lui, cet enseignant d'Hydrologie et Paléoclimatologie de l'Université d'Ottawa aligne les éléments ci-après :

L'essentiel du réchauffement de la planète durant le 20^e siècle est dû à des changements dans l'activité solaire.

La vapeur d'eau provoque 30 fois plus d'effet de serre que le CO₂, mais entraîne de grosses incertitudes dans les modèles utilisés pour prédire un réchauffement dans l'avenir.

Le réchauffement de la planète est préférable à son refroidissement.

Il n'y a aucun lien mesuré ni modélisé entre le réchauffement de la planète et un nombre accru d'ouragans ou d'autres événements météorologiques extrêmes.



Les modèles mathématiques utilisés sont inadaptés, car ce sont ceux des météorologues qui ont été adaptés.

A ce tableau, s'ajoute l'avis du climatologue Gerald STANHILL pour qui les synthèses du GIEC occultent purement et simplement les phénomènes d'assombrissement/éclaircissement.

Les contre arguments de type idéologique

La résistance à « l'autoritarisme écologique »

Cette attitude est fortement relayée par Edgar Gartner, directeur du forum Environnement au Centre for the New Europe (CNE) à Bruxelles. Ce fut encore le cas dans une tribune publiée le 26 décembre 2006 dans le **Figaro** et **Les Echos**, non sans une once de raillerie :

« Si un remède ne marche pas, vous n'avez qu'à quadrupler la dose. C'est cette logique digne du Dr Knock, personnage de Jules Romains, qui semble se cacher derrière la revendication répétée cet automne lors de la conférence internationale sur le changement climatique à Nairobi : faire suivre le traité de Kyoto par un Kyoto II encore plus contraignant. Une fuite en avant qui n'est pas sans évoquer cette définition du totalitarisme, inspirée de L'Homme révolté d'Albert Camus : mobilisation de masse pour des buts que l'on ne peut jamais atteindre ».

La dénonciation d'un « complot socialiste »

Elle est assez bien résumée dans cette déclaration de Stephen Harper « [Le Protocole de Kyoto] est un complot socialiste visant à siphonner de l'argent aux pays producteurs de richesse. Il repose sur des données scientifiques approximatives et contradictoires sur l'évolution des climats. » (**Lettre de collecte de fonds de l'Alliance canadienne en 2002**).

Le refus du « dogme du réchauffement climatique »

C'est assurément le cheval de bataille de Claude Allègre. L'ancien ministre français, géophysicien de formation, met en doute ce qu'il appelle « le dogme du réchauffement climatique d'origine humaine », en particulier dans un article de **L'Express** où il déclare que :

« La cause de cette modification climatique est inconnue. Est-ce l'homme? Est-ce la nature? Les archives glaciaires ou historiques nous indiquent que le climat est un phénomène capricieux. Les théories météorologiques mathématiques le confirment. Donc, prudence. » Il dénonce ceux qui font d'une question scientifique non tranchée leur fonds de commerce : « En attendant, l'écologie de l'impuissance protestataire est devenue un business très lucratif pour quelques-uns! ».



Le rejet de la théorie de « la mondialisation climatique »

Pour le professeur Robert Vivian, glaciologue, la « mondialisation » en matière de climat est un leurre. Elle n'existe pas. Les évolutions des climats de notre planète ne se font, ni de manière concomitante, ni de façon homogène.

On le redécouvre aujourd'hui avec le concept de NAO (Oscillation nord atlantique des valeurs de la pression atmosphérique) qui analyse les comportements climatiques souvent contradictoires du Nord et du Sud de l'Europe ; comme existent des oppositions entre Amérique du Nord et Europe etc.

D'après ce chercheur, il est complètement erroné de vouloir étudier les variations des glaciers de montagne des régions tempérées au vu des seules courbes de température et des seules évolutions de l'environnement chimique des régions polaires. Ce discours qui ne dédouane pas pour autant l'impact des gaz à effet de serre connaît cependant une évolution pour le moins surprenante.



Le recul des négateurs : revirement ou choix tactique ?

Le jeu de la victimisation

Dans un article du **Sunday Telegraph** paru le 11 mars 2007 et intitulé : *Des scientifiques menacés pour leur « démenti climatique »*, le journaliste Tom Harper révèle que des scientifiques ayant remis en cause l'impact de l'humanité dans le changement climatique ont reçu des menaces de mort et qu'ils prétendent être évités par la communauté scientifique.

Prenant la parole, Timothy Ball, ancien professeur en climatologie à l'Université de Winnipeg au Canada, dit avoir reçu cinq menaces de mort par courriels après avoir relevé des soucis sur le degré d'influence de l'homme sur le changement climatique.

« Je puis tolérer être qualifié de sceptique parce que tous les scientifiques devraient être des sceptiques, mais ensuite ils ont commencé à nous traiter de négateurs, avec toutes les connotations à l'Holocauste. C'est une obscénité. C'est vraiment moche et personnel. »

Le changement du discours

Le 6 Juillet 2005 déjà, lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen au Danemark, le président George W. Bush a reconnu pour la première fois que la production de gaz à effet de serre issue de l'activité humaine est en partie responsable du réchauffement climatique. Il a néanmoins continué à plaider pour la recherche et le développement de sources d'énergies non polluantes, plutôt que pour une réduction des gaz à effet de serre.

Le lundi 30 Avril 2007, George W. Bush et les dirigeants européens se sont entendus cette fois sur la nécessité d'une action "urgente" contre le changement climatique. Même si on ne parle toujours pas d'impératifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, pour la Chancelière allemande, Angela Merkel, il s'agit là d'« *un énorme pas en avant...* ».

Dans leur déclaration finale [Cf. AFP du lundi 30.04.07], les dirigeants européens et américains disent être « déterminés à atteindre l'objectif final, qui est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêcherait une dangereuse interférence d'origine humaine avec le système climatique ».



L'offre de financement d'Exxon à des scientifiques contre le GIEC

Le vendredi 2 février 2007, **The Guardian** révélait la proposition d'Exxon Mobil de soutenir financièrement les experts du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat.

Par le biais du Competitive Enterprise Institute, le géant américain a proposé 10.000 dollars US à plusieurs économistes et scientifiques participant au panel réunis à Paris pour écrire des « *articles [...] visant à mettre en relief les forces et les faiblesses du rapport du GIEC ...* ».

A titre de conclusion

S'il apparaît encore prématuré de parler de revirement, il n'en demeure pas moins que le bloc des négateurs se délite au fur et à mesure des années.

Un certain courant est né en son sein qui prend conscience de l'isolement relatif auquel risque d'être soumis nombre d'entreprises ou de pays comme le souligne fort opportunément un papier du Greenwire du 18 Avril 2007 sur l'Australie. Ce pays « *...pourrait ainsi être boudé par des voyageurs à la conscience écologique au même titre que les destinations vers des pays répressifs le sont pour des raisons politiques* ».



Pratiques de Lobbying

2ème Partie



Analyse des pratiques de lobbying sur le champ du réchauffement climatique

Le Lobbying exercé à Bruxelles

Préambule

Beaucoup d'entreprises vivent les mesures prises au niveau international pour lutter contre le réchauffement climatique (via le Protocole de Kyoto) comme un *frein à leur développement* et un *facteur de coûts supplémentaires* : adaptation de leurs activités (R&D, production, vente, après-vente, recyclage, communication corporate,...).

Conséquence

Au niveau européen, pléthore d'acteurs s'activent pour influencer sur le processus des prises de décisions à Bruxelles :

- Des acteurs institutionnels : pays membres de l'UE et autres pays, régions, villes, universités, agences dédiées à l'environnement, etc.
- Des acteurs non institutionnels : ONGs, groupes de réflexions (think-tanks), fédérations/organisations professionnelles, entreprises, cabinets de lobbying, citoyens...

Quelque 170 acteurs (voir précédemment) gravitent autour des institutions européennes pour influencer sur les décisions de Bruxelles.

Ce lobbying « environnemental » s'exerce principalement auprès de deux grandes institutions européennes :

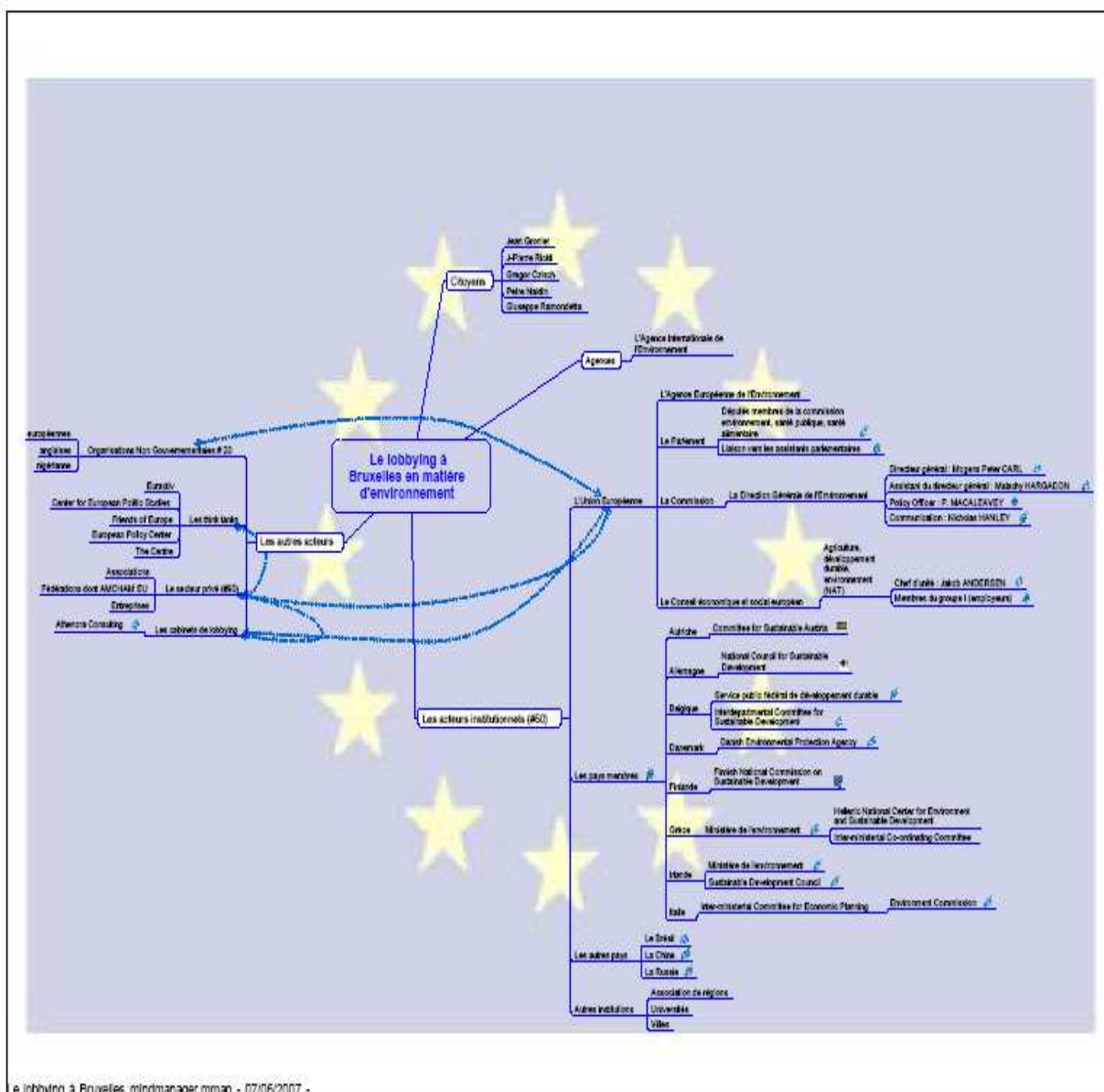
- La Commission, organe législatif de l'UE, où il s'agit de peser sur l'élaboration des textes (notamment lors des contributions aux Livres Verts) ;
- Le Parlement parce qu'il reçoit les propositions législatives de la Commission et qu'il est un lieu d'influence sur les représentants des peuples d'Europe.

En outre, un lobbying plus discret s'est structuré autour de tiers : cabinets de lobbying/communication, think-tanks, ONGs prônant les thèses d'individus ou groupes de pression (experts, scientifiques, entreprises,...).

En conséquence la diversité et le nombre des acteurs intervenant auprès de l'UE témoignent de l'importance des thèmes environnementaux pour ces parties prenantes.



Le lobbying à Bruxelles en matière d'environnement



Le lobbying à Bruxelles: mindmanager.mmap - 07/06/2007 -



Focus sur les pratiques de l'AMCHAM EU

L'institution et ses membres

L'AMCHAM EU, la représentation de la Chambre de Commerce américaine auprès de l'Union Européenne, *représente les intérêts de quelque 140 entreprises américaines.*

Parmi celles-ci, beaucoup d'entreprises dont les activités participent au réchauffement climatique (rejets de gaz à effet de serre). Citons notamment : EXXONMobil Petroleum & Chemical, General Motors Europe, The Boeing Company, Chevron Corporation, DaimlerChrysler, General Motors Europe, etc.

Certaines (comme EXXONMobil Petroleum & Chemical) ont in(directement) manifesté dans le passé leur opposition aux prises de décisions de Bruxelles.

Sur notre sujet d'étude, en défendant la position de ses membres, l'AMCHAM EU défend implicitement les entreprises adhérentes rétives aux mesures prises pour lutter contre le réchauffement climatique.

Le lobbying de l'AMCHAM EU

Le lobbying de l'AMCHAM EU en matière de réchauffement climatique

L'AMCHAM EU comprend une Commission Environnement dédiée à l'évaluation et l'influence des politiques européennes.

Son réseau d'influence direct

A la Commission européenne, elle dépose des « position papers » pour défendre ses intérêts. Ainsi, elle a contribué à deux livres verts, l'un intitulé « A European Strategy for Sustainable, Competitive and Secure Energy » (20 Septembre 2006) et l'autre « Energy Efficiency » (14 février 2006).

Au Parlement européen, l'AMCHAM EU a dédié 3 représentants officiels estampillés « lobbyistes accrédités » par cette institution européenne.

Ses relais d'influence indirects

L'AMCHAM EU est membre du think-tank « European Policy Center ». Ce think-tank - au site très institutionnel - dit rassembler 420 membres. Parmi les sites pointant vers le sien : « euractiv » un autre think-tank revenu fréquemment dans les recherches du Groupe 3 (environ 120 membres), plus une dizaine de sites de think-tanks (suisse, italien, japonais, américain, ...).



L'AMCHAM EU est membre du Centre de formation au Lobbying européen « ETI », qui forme notamment ses membres au lobbying auprès de l'UE.

L'AMCHAM EU est membre de « The United States Mission to the European Union », l'institution qui représente les intérêts des Etats-Unis auprès de l'UE.

Le discours de l'AMCHAM EU

Analyse de la rhétorique de l'AMACHAM EU à partir de son position paper concernant le livre vert « A European Strategy for Sustainable, Competitive and Secure Energy » (voir en annexe).

Les points clés

L'Amcham EU approuve l'engagement de l'UE pour s'attaquer au problème du réchauffement climatique et en faveur du développement durable.

Elle admet que le changement climatique est une problématique globale. Donc, pour réussir à traiter cette question, elle annonce qu'il faut impliquer l'ensemble des parties prenantes, dont les plus importants émetteurs de gaz à effet de serre.

Ses attentes sur la performance énergétique (Efficiency Energy)

L'AMCHAM EU incite l'Union européenne à *créer des instruments de financement* appropriés pour encourager les consommateurs à acquérir les technologies performantes existantes, au lieu d'en créer de nouvelles (technologies).

En outre, elle se dit favorable à un accord international sur la performance énergétique. MAIS, L'AMCHAM EU déclare que si de nouveaux standards de production sont adoptés, ils ne doivent pas constituer des barrières contre les produits non-européens.

Ses attentes sur les sources d'énergies renouvelables

L'AMCHAM UE appuie le plan de la Commission consistant à proposer une feuille de route sur les énergies renouvelables. Si elle reconnaît leur rôle majeur dans le mix énergétique du futur, elle souligne que le fuel, le gaz et le charbon resteront les sources d'énergie « premières » pour de nombreuses années.

L'AMCHAM EU en conclut qu'il faut trouver un équilibre entre une politique à long terme (visant à promouvoir les sources d'énergies renouvelables) et une politique efficace à court et moyen terme ». PAR CONSEQUENT, l'AMCHAM EU déclare qu'*une des plus importantes mesures à prendre par la Commission européenne consiste à favoriser une approche coordonnée entre les états membres de l'UE pour promouvoir les sources d'énergie renouvelables.*

- Sur la Capture du carbone et stockage géologique :



- L'AMCHAM EU est d'accord sur le rôle prépondérant de la capture du carbone et de son stockage géologique.

CEPENDANT, l'AMCHAM EU insiste sur l'importance de la coopération entre les partenaires internationaux afin de s'assurer que cet effort soit conjointement réalisé avec toute la coordination nécessaire afin de réduire les coûts. EN PARTICULIER, elle suggère que la Commission inclut l'extraction du carbone et son stockage dans la liste des sujets concernant la coopération Etats-Unis-Europe ».



Conclusions

Sur son réseau de lobbying...

L'AMCHAM UE fait du « lobbying institutionnel » auprès des deux instances majeures de l'UE (Commission et Parlement) visant à la fois les décisions législatives et les représentants des peuples d'Europe (*Lobbying GrassTop (lobbying de salon) efficace quel que soit le moment des prises de décisions sur les sujets environnementaux*).

Pour ses membres, l'Institution adopte la « stratégie de la Grue » consistant à identifier les problématiques communes relatives au réchauffement climatique et à l'énergie, C'EST-A-DIRE limiter le développement onéreux de nouvelles technologies performantes en matière d'énergie & pénétrer le marché unique par l'adoption négociée de nouveaux standards.

L'AMCHAM EU travaille en sous-main avec des « partenaires » européens, américains et asiatiques (think-tanks, ONGs) participant ainsi à la *création de connaissances* (discours et optimisation du lobbying auprès de l'UE).

Sur son discours...

L'AMCHAM EU *se dit favorable* à la coopération internationale pour impliquer l'ensemble des parties prenantes, dont les plus importants émetteurs de gaz à effet de serre.

L'AMCHAM EU est plutôt contre la création de nouveaux standards favorisant la performance énergétique des produits, sauf s'ils lui ouvrent le marché européen...

Au-delà des mots, l'épreuve des faits dira si l'AMCHAM EU et ses membres comptent s'impliquer réellement dans le combat contre le réchauffement climatique ou bien s'il s'agit de retarder les mesures prises en faveur de l'environnement, mesures contraignantes pour l'activité de certains de ses adhérents.

L'AMCHAM EU : utiliser ses techniques

Ce réseau particulièrement efficace doit être une source d'inspiration pour les acteurs du lobbying européen qui lutte contre le réchauffement climatique.

Il s'agit donc de comprendre ces méthodes afin de mieux les contrer sur le terrain du lobbying.

Il faut s'inspirer de ces méthodes afin d'être tout autant efficace et relayer de façon efficiente le discours contre le réchauffement climatique de la France.



Influence : Inciter un géant à prendre position.

3ème **Partie**



Les Fondations US et le cas de la BMGF

Le rôle des fondations US

Les fondations, organismes à but non lucratif chargés de centraliser des ressources et de les faire fructifier pour les redistribuer à d'autres organismes caritatifs, occupent une place à part aux Etats-Unis, qui tient à des considérations culturelles, fiscales et politiques.

En 2000, les 56 000 fondations américaines, inégalement réparties sur le territoire, totalisaient 486 milliards de dollars d'actifs. Elles accordent chaque année près de 30 milliards de dollars de subventions, principalement dans les secteurs de l'éducation (24%), de la santé (17%), des services de proximité (15%) et de la culture (15%).

Les fondations jouissent aux Etats-Unis d'un statut fiscal particulièrement favorable.

Exonérées de l'impôt sur les sociétés, elles sont soumises à une taxe de 1 à 2% sur le montant net des revenus provenant de leurs investissements. Les legs ou donations effectués au profit de fondations ne sont pas taxés. Les dons qui leur sont accordés sont exonérés d'impôt jusqu'à un certain montant variable selon la nature du donateur (personne physique ou morale).

Puissantes et valorisées, les fondations n'en sont pas moins critiquées pour leur absence de transparence et de responsabilité. La disparition progressive de l'impôt sur les successions remet également en cause l'attrait de leur statut fiscal. Mais le « conservatisme à visage humain » prôné par l'administration Bush contribue à asseoir leur rôle social, dans le contexte d'un désengagement de l'Etat de certains secteurs. Quant aux critiques qui sont formulées à leur égard, elles visent moins à remettre en cause leur existence qu'à les inciter à se réformer pour améliorer leur efficacité en adoptant de meilleurs principes de gouvernance.

La réforme des fondations aux Etats-Unis

A la fin de la seconde guerre mondiale, de nombreuses fondations ont été utilisées comme refuge financier de par leur statut particulièrement intéressant au niveau des taxes et impôts.

Le Président Harry S. Truman tenta de remettre de l'ordre dans ce domaine, mais ses réformes n'allèrent pas très loin, et les fondations continuèrent d'être considérées comme des valeurs refuges, et furent ainsi largement encore plébiscitées par les conseillers financiers des grandes familles et des riches citoyens américains.



La loi de 1969 définit plus clairement le statut des fondations.

Afin de bénéficier de l'exemption de certaines charges et taxes, et d'en faire bénéficier également ses donateurs, la fondation d'œuvres de charité doit :

- verser au moins 5 % de la valeur des dotations reçues chaque année, qui ne doivent pas être faites au profit lucratif d'individus,
- ne pas détenir ou agir dans des opérations de profit pur,
- publier un rapport public annuel et procéder à un audit annuel,
- remplir des conditions comptables particulières.

Le fonctionnement des fondations américaines

Les bénéficiaires des subventions accordées par les fondations sont principalement les organisations à but non lucratif reconnues comme organismes caritatifs (« *public charity* ») par la Section 501(c)(3) du Code des Impôts (*Internal Revenue Code*), et comme tels non soumis à l'impôt.

La plupart des fondations privilégient les organisations à but non lucratif exerçant leurs activités dans la même région qu'elles. D'autres préfèrent accorder des subventions à des organisations actives dans des domaines spécifiques, comme la recherche médicale ou l'éducation.

Les fondations peuvent également accorder des subventions à des organisations autres que caritatives à condition de respecter des règles strictes de « responsabilité dans les dépenses » (« *expenditure responsibility* »). En particulier, les fondations doivent publier des rapports destinés à prouver que leurs dons n'avaient qu'un objectif caritatif, et ne visaient pas à « influencer le législateur ».

Mais peu de fondations disposent des effectifs nécessaires pour garantir le respect de ces règles, ce qui limite les subventions accordées par les fondations au secteur marchand.

Les fondations peuvent enfin accorder des subventions à des individus, notamment pour leur permettre de voyager ou d'étudier. Elles doivent pour cela obtenir l'autorisation préalable du Service des Impôts (*Internal Revenue Service*, ou IRS), qui vérifie les critères et la procédure de sélection. Seules 2,5% des fondations accordent des subventions à des individus.

Un statut fiscal globalement favorable mais critiqué

Les fondations jouissent d'un statut fiscal particulièrement favorable aux Etats-Unis, défini par la section 501 du Code des Impôts (*Internal Revenue Code*).

L'exonération de l'impôt sur les sociétés

Les fondations américaines sont exonérées de l'impôt sur les sociétés. Elles sont cependant soumises à une taxe de 2% sur le montant net des revenus provenant de leurs investissements (intérêts, dividendes, redevances, loyers). Cette taxe est réduite à 1% l'année où le montant des



dons accordés par la fondation est supérieur au montant moyen des dons accordés au cours des cinq années précédentes. Elle est portée à 5% si la fondation poursuit des activités de nature à compromettre son régime d'exonération.

Le régime fiscal de déduction des dons versés au profit des fondations

Le régime fiscal des dons aux œuvres et associations à but non lucratif, dont les fondations, est fixé, en matière d'impôt sur le revenu, par la section 170 de l'*Internal Revenue Code* (IRC). Les dispositions concernant les dons effectués dans le cadre des mutations à titre gratuit se trouvent dans les sections 2055 (droits de succession) et 2522 (donations) de l'IRC.

D'après le *Tax Reform Act* de 1969, les organisations à but non lucratif reconnues par le Service des Impôts comme des fondations privées sont soumises à un statut fiscal différent des autres organisations à but non lucratif. Toute institution à but non lucratif légalement créée dans l'un des 50 Etats américains peut en effet demander à être reconnue par l'IRS comme une institution caritative, ce qui exonère alors les dons qui lui sont versés des taxes fédérales sur le revenu.

Les conditions et modalités de déduction des dons effectués aux fondations en matière d'impôt sur le revenu :

Les fondations, associations et œuvres constituent l'une des cinq grandes catégories d'organisations susceptibles de recevoir des dons, qui peuvent être des transferts gratuits d'argent ou de biens. Les quatre autres catégories sont les organisations d'anciens combattants, les confréries dont l'objet est religieux, charitable ou scientifique, les cimetières, et le gouvernement des Etats-Unis ou ses subdivisions politico-administratives.

Pour les personnes physiques, le montant de la déduction est, selon les cas, limité à 20, 30 ou 50% du revenu brut ajusté déclaré au cours de l'année civile. Le montant des dons qui n'a pu être déduit en application des limitations annuelles peut être reporté sur les déclarations des quatre années suivantes.

Depuis 1981, la déduction des dons réalisés par les personnes morales est limitée à 10% du revenu imposable ajusté déclaré au titre de l'exercice. L'excédent de déduction peut également, comme pour les particuliers, être reporté sur les déclarations des quatre années qui suivent la première déduction.

Les biens donnés doivent être évalués à la valeur du marché (*fair market value*) à la date du don.

Les surévaluations manifestes de biens donnés sont sanctionnées par une pénalité de 20 à 40%.

La déductibilité des dons ne concerne plus, depuis 1986, que les contribuables ayant adopté le régime de déclaration aux frais réels. Les autres, qui bénéficient d'une déduction forfaitaire, ne sont pas fiscalement incités à donner aux fondations.



Les conditions et modalités de déduction des dons effectués aux fondations en matière de droits de mutation à titre gratuit (succession, donations) :

Conformément aux règles de droit commun, les donations dépassant 10 000 \$ sont normalement soumises à l'impôt fédéral sur les donations (*Federal Gift Tax*). De plus un résident américain peut faire des donations jusqu'à 1 million de dollars durant sa vie sans avoir à payer d'impôt.

L'impôt fédéral sur les successions est calculé par application d'un barème progressif à la valeur du patrimoine net, quelle que soit la relation de parenté entre le défunt et le bénéficiaire. Les résidents américains bénéficiaient jusqu'en 2001 d'un abattement de 675 000 dollars. Cet abattement sera progressivement accru à partir de 2002, jusqu'à suppression de l'impôt sur les successions en 2010.

Les legs ou donations effectués au profit d'organismes d'intérêt général visés aux sections 2055 (successions) et 2522 (donations) bénéficient toutefois d'une déduction illimitée. Ces deux sections reprennent globalement les termes de la section 170 de l'IRC en matière d'impôt sur le revenu.

A ces règles s'ajoutent celles des Etats, qui prélèvent également des droits de succession. Parce que la plupart ne consentent pas un abattement important, les petites successions doivent payer plus d'impôt au titre de la *state inheritance tax* qu'à celui des droits fédéraux. Chaque Etat définit ses propres règles fiscales concernant les fondations.

Les conditions pour disposer de ce statut dérogatoire

Pour bénéficier de ce statut fiscal dérogatoire au droit commun, les fondations doivent observer des règles visant à s'assurer qu'elles restent bien des fondations. Elles doivent ainsi accorder, au cours de chaque année fiscale, des dons pour un montant minimal de 5% de la valeur de marché moyenne de leurs actifs. La pratique par les fondations d'activités à but lucratif est également encadrée.

Certaines pratiques sont en outre interdites aux fondations. Celles-ci ne peuvent contrôler des entreprises, ni réaliser des investissements risqués. Elles ne doivent pas chercher à influencer la vie politique. Elles ne peuvent accorder de bénéfices à leurs donataires ou à leurs dirigeants.

Le contrôle des fondations est opéré par l'IRS sur pièces et sur place. La violation par une fondation de son statut fiscal l'expose à des amendes ou à la perte de son statut.

Les fondations sont ainsi passibles d'un impôt de 25% sur les dépenses de lobbying ou tendant à influencer le législateur ou l'opinion publique, lorsque ces dépenses excèdent un certain montant. Les particuliers dirigeant des organismes à but non lucratif sont passibles d'une taxe égale à 25% de tous les bénéfices excessifs qu'ils reçoivent. Il y a bénéfice excessif lorsqu'un particulier qui est en relation avec un organisme à but non lucratif reçoit une rétribution dans le cadre d'une opération avec l'organisme en cause qui n'est pas conclue dans des conditions « normales ».



Un statut fiscal trop complexe

De nombreuses critiques se sont élevées contre le caractère dual de l'imposition des fondations, qui les désincite à accroître temporairement leurs dons pour faire face à un besoin limité dans le temps (puisque cela accroît la moyenne des dons sur 5 années, qui sera prise en compte dans le calcul des impôts l'année suivante). Le Joint Committee on Taxation du Congrès, dans son rapport 2001, a ainsi recommandé la suppression de la taxe sur les fondations, jugée trop complexe. Plusieurs projets de lois ont été introduits récemment au Congrès pour diminuer ou supprimer la taxe sur les fondations. Le Charity Aid, Recovery and Empowerment Act, ou CARE Act, introduit au Sénat le 8 février 2002 par un groupe bipartisan comprenant le républicain Rick Santorum et le démocrate Joseph Lieberman, prévoit de supprimer le caractère dual de la taxe sur les fondations et de la réduire à 1% de l'investissement net pour les années 2002 et 2003.

Vers de nouvelles incitations fiscales ?

L'administration Bush est confrontée aux conséquences contradictoires de ses priorités politiques.

D'une part, défendant l'idée d'un « conservatisme à visage humain », elle cherche à promouvoir le rôle des institutions à but non lucratif. Mais à l'inverse, la suppression, au moins temporaire, de l'impôt fédéral sur les successions, apparaît comme un élément nettement désincitatif, critiqué par les défenseurs des fondations.

Plusieurs études ont mis en évidence la forte élasticité des dons par rapport au statut fiscal. Selon une étude de Price Waterhouse pour le Council of Foundations et Independent Sector, les dons des particuliers aux institutions caritatives diminueraient de 33 milliards de dollars en cas de suppression des incitations fiscales, soit 30% du montant total des dons. La disparition des incitations fiscales pour les entreprises ferait baisser leurs contributions de 4 milliards de dollars.

L'Administration Bush a donc souhaité stimuler le secteur à but non lucratif en augmentant ses ressources. Le CARE Act prévoit ainsi de renforcer les incitations fiscales, pour un coût de 8 à 10 milliards de dollars. Les principaux éléments de la loi sont les suivants :

- Extension aux 70% de contribuables soumis au régime de la déduction forfaitaire de la déduction fiscale pour les dons aux institutions caritatives. Cette mesure, limitée aux années 2002 et 2003, prévoit une déduction d'un montant de 400 \$ par personne. En fin de période, cette mesure pourra être reconduite en fonction de son impact sur les revenus de l'État et sur le comportement des donateurs.
- Augmentation du plafond de la déduction des dons réalisés par les personnes morales, qui atteindrait 13% du revenu imposable 2002, et 15% en 2003.

Mais paradoxalement la suppression de l'impôt sur les successions et les donations, dont George Bush s'était fait l'ardent défenseur pendant la campagne électorale, joue en sens inverse, en réduisant les incitations à donner. La loi sur la croissance économique et la réduction d'impôt (Economic Growth and Tax Relief, EGTRRA) de 2001 a progressivement réduit l'impôt sur les successions pour la période 2002-2009, pour finir par le supprimer totalement en 2010.



Les fondations privées

Les fondations privées sont celles dont les ressources proviennent d'une source unique, qu'il s'agisse d'un individu, d'une famille ou d'une entreprise. Il existe trois types de fondations privées

Les fondations indépendantes

Elles sont au nombre de 42 000, soit 83% de l'ensemble des fondations américaines. Leurs actifs sont apportés par un individu ou une famille sous forme de dons ou de legs. Parmi les fondations indépendantes figurent les fondations familiales, dans lesquelles les membres d'une même famille déterminent la stratégie de la fondation et décident des subventions accordées.

Les fondations indépendantes sont les plus anciennes. Créées pour remédier aux insuffisances de l'Etat dans le domaine social, elles avaient au départ des objectifs spécifiques, comme l'éducation ou la santé des personnes défavorisées. Ce n'est qu'au début du XXème siècle qu'ont été créées, aux Etats-Unis, les premières fondations à vocation généraliste. La *Carnegie Corporation of New York*, créée en 1911, et la *Rockefeller Foundation*, créée en 1913, visaient ainsi à apporter des réponses aux principaux problèmes sociaux de l'époque.

Les fondations d'entreprises

Au nombre de 2500, elles trouvent l'origine de leurs actifs dans une entreprise dont elles sont juridiquement distinctes. De manière alternative ou complémentaire, les entreprises peuvent accorder directement des subventions, sans constituer de fondation. Les fondations d'entreprise ont été créées pour la première fois à la fin du XIXème siècle par les compagnies américaines de chemin de fer.

Les « operating foundations »

Elles ont pour caractéristique de gérer leurs propres programmes au lieu d'accorder des subventions. Elles sont environ 2100.

Avantages / Intérêts des fondations privées

Acteurs clés de l'activité caritative américaine, les fondations justifient leur rôle d'intermédiaire entre les donateurs et les bénéficiaires des dons par le fait qu'elles permettent le financement de biens et de services d'intérêt général, qui n'auraient pas été produits sans elles.

L'efficacité des fondations se mesure donc à travers leur capacité à lever des fonds et à les réallouer. Elle se compare à la situation dans laquelle aucune institution n'existerait pour centraliser les dons et les répartir, chaque institution caritative devant alors s'employer elle-même à lever des fonds, mais aussi à la situation dans laquelle l'Etat se chargerait directement de l'allocation des ressources publiques.



Focus sur la Fondation Bill Gates

Bref historique

La Fondation Bill & Melinda Gates est une [fondation américaine humaniste philanthropique](#) créée en janvier [2000](#). Son but, selon son discours officiel, est d'apporter à la [population mondiale](#) des innovations en matière de [santé](#) et d'acquisition de [connaissances](#). Elle s'efforce d'utiliser l'[effet de levier](#) en encourageant l'implication des personnes et personnalités politiques concernées.

Certaines critiques dénoncent toutefois l'implication de la fondation dans le capital de sociétés responsables de divers problèmes sanitaires et humains, pouvant être en contradiction avec ses actions caritatives et sa politique de communication.

C'est en [1994](#) que [William Henri Gates II](#), le père de Bill Gates, crée la fondation. Deux domaines d'intervention principaux sont alors définis : "La santé dans le monde" et "Les besoins des communautés du Nord-Ouest du Pacifique". La fondation dispose alors de 94 millions de \$ d'actifs. Son capital ne va cesser d'augmenter par la suite, enregistrant chaque année de nouveaux dons.

- [1995](#)
 - 107,3 millions de \$ d'actifs.
 - Montant des nouveaux dons : 28,8 millions de \$
- 1996
 - 191 millions de \$ d'actifs.
 - Montant des nouveaux dons : 14,6 millions de \$
- 1997
 - Un autre axe d'actions est défini, au niveau de l'accès au savoir pour les plus défavorisés. Création de la Fondation Gates pour les bibliothèques, son objectif principal étant de permettre une amélioration de l'accès à la technologie par le biais des bibliothèques publiques pour les communautés à faible revenus des États-Unis et du Canada.
 - Patty Stonesifer, anciennement cadre dirigeant de Microsoft, en prend les commandes. La Fondation William H. Gates continue à exister indépendamment.
 - 296,6 millions de \$ d'actifs pour la Fondation William H. Gates
 - 1,4 million de \$ d'actifs pour la Fondation Gates pour les bibliothèques
 - Montant des nouveaux dons : 35,4 millions de \$
- 1998
 - 312,4 millions de \$ d'actifs pour la Fondation William H. Gates
 - 265,2 million de \$ d'actifs pour la Fondation Gates pour les bibliothèques
 - Montant des nouveaux dons : 252,5 millions de \$
- [1999](#)
 - La Fondation Gates pour les bibliothèques devient la Fondation Gates pour le savoir
 - La Fondation William H. Gates est renommée la Fondation Bill & Melinda Gates.
 - 16,9 milliards de \$ d'actifs (cumul des actifs des deux fondations).



- Montant des nouveaux dons : 2,5 milliards de \$ (cumul des dons reçus par les deux fondations)
- [2000](#)
 - Les deux fondations fusionnent à des fins d'efficience.
 - Quatre domaines d'action sont désormais affichés :
 - la santé dans le monde,
 - l'éducation,
 - les bibliothèques,
 - la situation dans le Pacifique Nord-Ouest.
 - Patty Stonesifer et William H. Gates Sr. sont tous deux co-présidents de la Fondation Bill & Melinda Gates.
 - 21,1 milliards de \$ d'actifs
 - Montant des nouveaux dons : 1,3 milliards de \$
- [2001](#)
 - 23,3 milliards de \$ d'actifs
 - Montant des nouveaux dons : 748,5 millions de \$
- [2002](#)
 - 24,1 milliards de \$ d'actifs
 - Montant des nouveaux dons : 1 milliard de \$
- [2003](#)
 - 26,8 milliards de \$ d'actifs
 - Montant des nouveaux dons : 1,1 milliards de \$
- [2004](#)
 - 28,8 milliards de \$ d'actifs
 - Montant des nouveaux dons : 1,5 milliards de \$
- [2005](#)
 - 29,2 milliards de \$ d'actifs
 - Montant des nouveaux dons : 1,6 milliards de \$
- [2006](#)
 - Les trois nouveaux axes de travail de la fondation sont définis ainsi :
 - Développement mondial,
 - Santé mondiale,
 - Projets aux États-Unis.
 - Le [16 juin 2006](#), [Bill Gates](#) déclare se consacrer désormais en priorité à sa fondation et abandonne son rôle d'"architecte" à Microsoft.
 - Le [25 juin 2006](#), [Warren Buffett](#) s'engage à donner progressivement jusqu'à 80 % de sa fortune à la Fondation Bill & Melinda Gates sous réserve, selon The Economist, que Bill ou Melinda dirige directement la fondation.
 - Il fait d'ores et déjà un don valorisé à 30 milliards de \$ sous la forme de dix millions d'actions de classe B de son entreprise [Berkshire Hathaway](#). [3]
 - La Fondation Bill & Melinda Gates devient dès lors la fondation la plus richement dotée du monde, surpassant [Ikea](#).



Analyse de la structure thématique actuelle

La structure thématique actuelle de la **Fondation Bill Gates** repose sur trois axes principaux et trois principes clés qui déterminent ses actions :

- Le Programme pour la santé mondiale (programme « Global Health ») :
 - qui se concentre sur les pathologies et les affections causant le plus grand nombre de maladies et de décès et recevant peu d'attention et de ressources de la part du monde institutionnel.
 - Objectif majeur : faire reculer les maladies dans les pays les plus pauvres.
 - Exemples : Tuberculose, Paludisme
- Le Programme de développement mondial (programme « Global Development »)
 - Les avancées scientifiques et technologiques (dans la biologie, l'informatique,...) peuvent améliorer la vie des gens.
 - Objectif majeur : Faire bénéficier le plus grand nombre de personnes de ces innovations.
- Le Programme de développement des populations les plus défavorisées des Etats-Unis (programme « United States »)
 - Objectif majeur : Favoriser les possibilités d'évolution sociale des populations les plus pauvres.
 - Trois axes :
 - Education - efforts sur les initiatives de facilitation de l'accès au savoir pour les enfants défavorisés
 - Pacific NorthWest - système de prêts aux familles à faibles revenus
 - US Librairies – permettre l'accès à internet dans les librairies publiques

La fondation est convaincue de l'importance des partenariats :

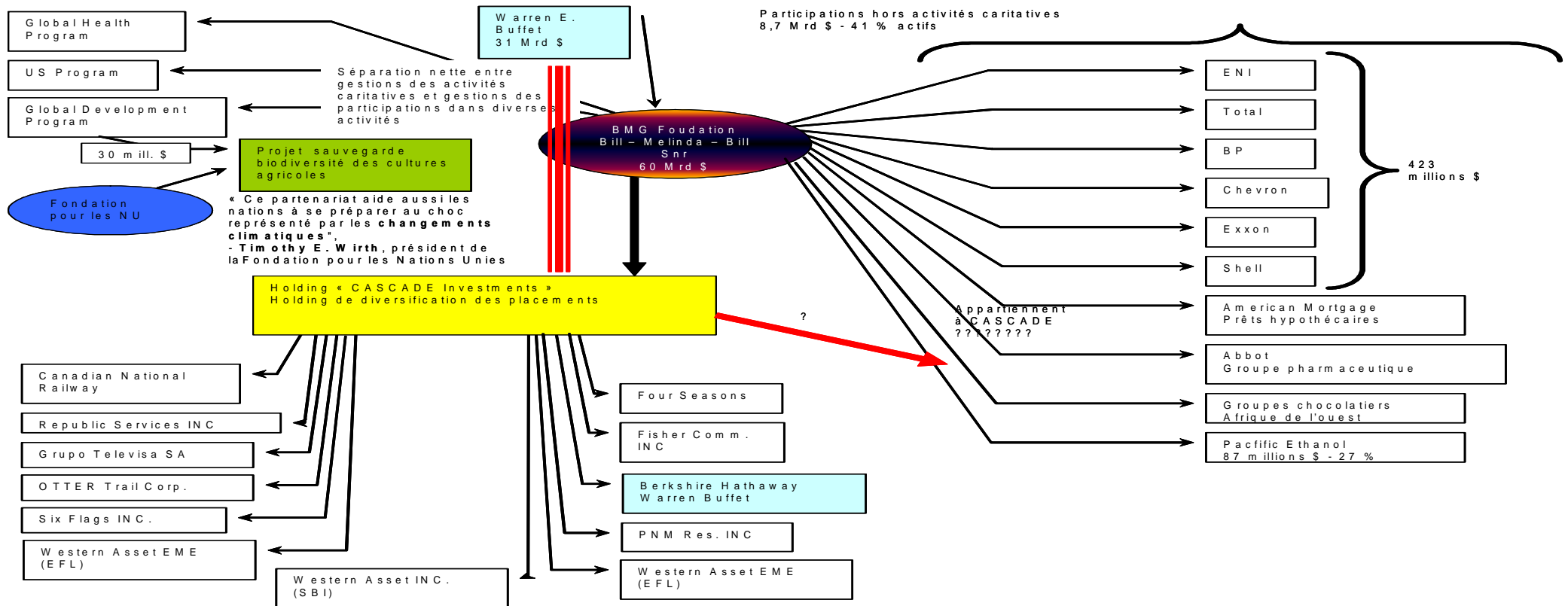
C'est-à-dire l'utilisation et mise en jeu des talents et ressources d'autres acteurs (pouvoirs publics, entreprises et autres organisations sans but lucratif,...).

Cela va déterminer et expliquer bon nombre de ses actions dans différents domaines. Son mode d'action répond à 15 principes qui sont détaillés en annexe.



Le patrimoine économique de la Fondation

Nous avons pu mettre à jour certains liens de la Fondation, avec des structures financières et des sociétés, par l'intermédiaire d'une holding, **Cascade Investment**, qui s'occupe des placements financiers hors activités caritatives de la Fondation. (cf page suivante)





Le board et ses implications

Direction (basée à Seattle)

- Bill Gates
- Melinda Gates
- Bill Gates père
- Patty Stonesifer

Présidents des trois programmes

- Dr. Tadataka "Tachi" Yamada pour Global Health Program
- Sylvia Mathews pour Global Development Program
- Allan Golston pour U.S. Program

Bureau exécutif

- Sylvia M. Mathews- Chief operating officer and executive director.
- Allan C. Golston, C.P.A. - Chief financial and administrative officer and interim executive director, global health
- Tom Vander Ark - Executive director, education

Responsables de divers services et départements

- Elizabeth Wong - Senior program officer for Special Initiatives
- Lawrence Yanovitch - Senior program officer for Financial Services for the Poor
- Teresa Peters - Senior program officer for Global Libraries
- Amolo Ng'weno - Senior program officer for Financial Services for the Poor
- Roy Steiner - Senior program officer for Agricultural Development
- Bakari Bakari - Director of operations for Global Development Program
- Priya Jaisinghani - Program officer for Financial Services for the Poor.
- Monica Harrington : a senior policy officer at the foundation
- Michael Larson : chief investment manager
- Paul Hawken : Natural Capital Institute, an investment research group
- Douglas Bauer : senior vice president of Rockefeller Philanthropy Advisors
- Daniel Berman : deputy director in South Africa for Doctors Without Borders



La mise en lumière des contradictions de la Fondation Bill Gates

Une absence de prise de position clairement définie

Suite à la publication des articles du L.A. Times mettant en cause les incohérences entre les investissements de la fondation Bill Gates et ses actions caritatives, **Cheryl Scott** (CEO) a écrit le 11 Janvier 2007 sur le site officiel de la fondation une déclaration précisant la position de celle-ci.

Cheryl Scott y déclare que, pour qu'une entreprise puisse intéresser la Fondation, et que celle-ci investisse dans son capital, elle ne doit pas être dans l'un des deux cas suivants :

"If a company's profit model is centrally tied to corporate activity that we find egregious. This is why the foundation does not own tobacco stocks. It's unlikely that this choice has affected the activities of these companies, but Bill and Melinda have decided not to own these stocks in any case."

"If owning shares in a company would represent a conflict of interest for Bill or Melinda."

Cette déclaration publique et officielle est venue en opposition à une précédente déclaration de la même **Cheryl Scott**, un jour plus tôt, en réactions aux premiers articles du LA Times (extraits) :

"The foundation's current method of investing its assets is "not 100 percent effective" she said.

"This year, for the first time, the foundation will do a methodical review to find out if "there are cases simply where the situation is so egregious it will cause us not to invest"

Cette position est apparue sur le site de la fondation pendant quelques heures, mais a rapidement été retirée, pour être finalement remplacée. **Patty Stonesifer** (CEO) reprend et explique ensuite cette déclaration dans une lettre adressée au LA Times :

"It was naive to think that a shift in investment strategy would reduce the human misery blamed on the companies in which it had invested."³

³ <http://www.gatesfoundation.org/AboutUs/Announcements/Announce-070109.htm>

http://www.latimes.com/news/printedition/asection/la-na-gates14jan14,1,7694464.story?coll=la-news-a_section&ctrack=1&cset=true



La Stratégie de BMGF : « communiquer peu pour communiquer mieux »

- Ne communique que sur ses actions :
 - capitaux, investissements, aides humanitaires...
- Ne prend pas de position officielle sur les sujets sociaux, politiques et environnementaux
- Déjoue les polémiques par une communication à minima :
 - Face à la « campagne » anti-BMGF du LA Times en janvier 2007, la BMGF a dégonflé toute propagation de polémique en ne réagissant qu'avec parcimonie.

La Fondation Bill Gates est-elle socialement responsable ?

Microsoft, meilleur allié des laboratoires pharmaceutiques

C'est dans les pages du **Los Angeles Times** que la question de la compatibilité des activités philanthropiques de la Fondation et de ses placements financiers dans divers domaines peu conformes aux règles édictées a été évoquée pour la première fois de façon si précise.

Des milliards de dollars investis dans des industries polluantes

Le capital dont dispose la fondation est supérieur au PIB de deux tiers des pays du monde. Pourquoi l'institution caritative la plus riche du monde est-elle actionnaire de sociétés qui sont à l'origine des fléaux sanitaires et écologiques qu'elle s'est donné pour objectif de combattre ?



Recommandations pour inciter BMGF à prendre position

Pression médiatique extérieure

Dans l'esprit et la continuité de la série d'articles du LA Times de 2007.

Avantage : accumulation, pression.. réactions ?

Risque : tout a déjà été dit ou presque dans le LA Times. Il est probable que le processus soit dégonflé par l'effet de la stratégie de BMGF (qui communique peu pour communiquer mieux. En outre, cette action n'est pas dénuée de risques sur le plan diplomatique si celle-ci est clairement identifiée comme étant une action française.

Isoler pour récupérer

Pousser les autres fondations à s'engager pour marquer leur différence et marginaliser la BMGF.

Prise de contact avec les autres fondations avec présentation d'un argumentaire d'engagement en faveur d'une politique de la préservation du climat et de l'environnement.

Montrer l'intérêt à présenter cette image et à s'engager clairement.

Faire naître l'idée d'un « collectif de fondations » clairement identifiées comme défenseurs de l'environnement, avec création d'une « charte éthique », sorte de label de l'environnement.

Inciter la BMGF à les rejoindre pour qu'elle ne soit pas mise à l'écart.

Monter un « collectif de fondations » s'appuyant sur une « charte éthique » sorte de label de l'environnement (intégrant éventuellement SRI : social responsible investments).

Avantage : cueillir BMGF soucieuse de ne pas être écartée.

Inconvénient : longueur des étapes, lenteur de l'ensemble de l'opération.

Une variante très offensive : Responsabilité Sociale, faire un Palmarès Mondial des Fondations

Faire établir un classement mondial des fondations sur des critères de responsabilité sociale

Lancer une étude approfondie de toutes les sociétés dans lesquelles la BMGF a des prises de participations financières avec mise en évidence des mauvaises pratiques.



Mettre en parallèle la stratégie d'investissement de la BMGF avec celles des autres fondations connues, respectant elles, une déontologie en matière d'activités et d'investissement par conformité à leur discours officiel de respect de l'environnement.

Pointer les contradictions entre le discours et les activités d'investissements déjà évoquées par le Los Angeles Times.

Diffuser les conclusions et de l'étude :

1 – Au board de la BMGF

2 – Au Los Angeles Times

Avantage : oblige BMGF à réagir.

Inconvénient : travail lourd et laborieux, longueur des étapes, lenteur de l'ensemble de l'opération et enfin, risques diplomatiques. Cette étude peut mettre en péril l'image de nombreuses autres fondations sans que cela représente un intérêt (cela peut même être un inconvénient pour des exploitations potentielles futures de leurs images en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique). Attaquée, BMGF finira certainement par réagir mais selon sa stratégie, c'est-à-dire en communiquant peu pour communiquer mieux. Ce n'est donc pas sous la contrainte que la BMGF s'exprimera le plus et le mieux.

Opération séduction

Inviter la fondation Bill Gates à venir s'exprimer sur des sujets concernant l'environnement dans le cadre d'un évènement spécifique sur le développement durable que pourrait organiser la fondation Chirac.

Avantage : peut difficilement refuser (honneur et diplomatie oblige).

Risques : pas de risques. Même si BFMG ne s'exprimait pas, sa présence constituerait déjà une prise de position.

Un contexte politique favorable : exploiter l'opportunité des élections US de 2008

La plupart des candidats font, en effet, la part belle au développement durable et à la lutte contre le dérèglement climatique (même Georges Bush commence à évoquer ces sujets).

De nombreux Etats US ont depuis quelques temps mis en œuvre les mesures des accords de Kyoto dans le cadre de leur politique environnementale. (Et ceci même si les USA n'ont toujours pas officiellement ratifié le traité.)



Vers une autre piste

En marge de la géante et impartiale BMG Fondation, il existe d'**autres fondations américaines plus accessibles avec de réelles positions politiques et des engagements officiels** dans divers débats sur l'environnement.

Utiliser ces fondations-là engendrerait un gain de rapidité.

Ex : fondation Bill Clinton.



Recommandations

4ème **Partie**



La France doit donner l'exemple

La France a déjà pris des engagements forts

- Elle a défini le PNAQ II (Plan National d'Affectation des Quotas),
- Paris a été à l'initiative de la conférence "Citoyens de la Terre"
- Jacques Chirac a lancé l'Appel de Paris pour une gouvernance écologique mondiale (Février 2007),
- Le numéro deux du gouvernement (Ministre d'Etat) est le Ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables et regroupe également les transports,
- La France prépare un Grenelle de l'environnement dont deux réunions préparatoires ont été réunies le 21 mai 2007.

Cependant de nombreux enjeux sont encore à tenir

Elle peut peser sur le discours international en impulsant les débats internationaux (GIEC, G8...) de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto,

le secrétaire d'Etat aux affaires européennes Jean-Pierre Jouyet doit profiter de sa présence bihebdomadaire à Bruxelles pour faire entendre la voix de la France sur ce sujet là et ainsi contre balancer le poids des négateurs au sein des institutions.

Utilisation de l'aide publique

Elle doit réserver une part importante de son aide publique au développement aux efforts concernant le changement climatique.

Relancer de l'Investissement

Des mesures concrètes devront être initiées en matière d'investissements.



Dans le domaine énergétique, celui des transports (fluvial, ferroutage, transports publics...), celui de la recherche (moteur propre, recyclage, économie des ressources...).

Utiliser l'outil Fiscal

Elle doit mettre en œuvre d'une fiscalité incitative de l'environnement

Bâtons (vignette proportionnelle aux émissions de CO2 par kilomètre...)

carottes (crédits d'impôts pour l'équipement des ménages en nouveaux appareils moins consommateurs, épargne verte défiscalisée, exonération de prélèvements fiscaux des plus-values réalisées sur des fonds investis dans des valeurs dites « vertes » ...).

Contraindre les pays comme la Chine à lutter

Proposition d'un argumentaire susceptible de contraindre les pays comme la Chine à accepter les principes élémentaires pour lutter contre le réchauffement de la planète.

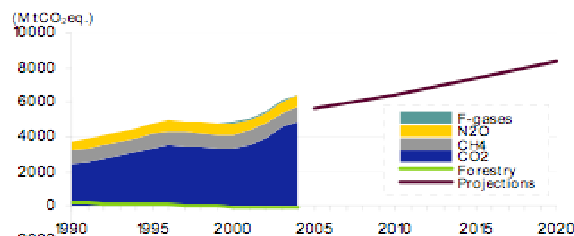
Chiffres-clés sous-tendant l'analyse



Climate scorecard: China

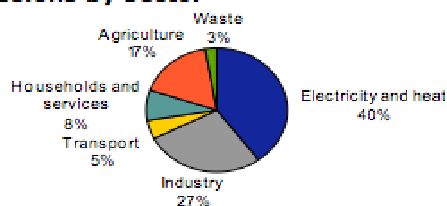
Greenhouse gas emissions¹

Emission trends²

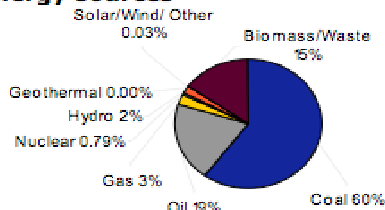


Past emission trend from 1990 to 2004	+72.7%
Increase of the share of renewable energy sources ⁵	-6.7%
Emissions per capita ⁶	5 tCO ₂ eq./cap
Emission per GDP ⁷	896 tCO ₂ eq./M\$
CO ₂ per kWh electricity ⁸	771 gCO ₂ /kWh
Energy efficiency in industry ⁹	1.9
Emissions in transport per capita ¹⁰	0.2 tCO ₂ eq./cap
Emissions in households and services per capita ¹¹	0.4 tCO ₂ eq./cap
Access to electricity	99%

Emissions by sector³



Energy sources⁴



Résumé :

- Emission de gaz par habitant inférieure à la moyenne des pays industrialisés, mais en forte augmentation
- Forte dépendance au charbon pour la production d'électricité et l'industrie, mais des efforts pour développer le gaz naturel
- Fort recours à l'énergie (mais en baisse) de la biomasse
- Fort taux d'émission (mais en baisse) de gaz par le PNB



Argumentaire Proposé

- La Chine est le deuxième émetteur de gaz à effet de serre derrière les Etats-Unis. D'ici 2031, la demande chinoise en charbon l'amènera à émettre plus de gaz à effet de serre que le reste du monde
- La Chine possède déjà neuf des dix villes les plus polluées au monde
- En 2005, le nombre de mort du cancer dû à la pollution à augmenter de 20% en Chine. On estime à 400 000 par an le nombre de mort en Chine lié à la pollution de l'air notamment à cause du charbon
- A cause du réchauffement, la Chine pourrait voir sa production agricole chuter de 5% à 10% alors qu'elle est déjà insuffisante pour nourrir sa population
- Si la Chine ne développe pas des énergies renouvelables, elle sera encore plus dépendante de ses importations d'énergies, comme le pétrole (importation 40%).



Annexes



Panorama des Fondations les plus importantes

Principales fondations en termes d'actifs

(Source : Agence financière Ambassade de France – juin 2002)

Rang	Nom(Etat)	Type de Fondation	Actifs (en \$)
1.	Bill & Melinda Gates Foundation (WA)	Indépendante	21,149,100,000
2.	Lilly Endowment Inc. (IN)	Indépendante	15,591,737,808
3.	The Ford Foundation (NY)	Indépendante	14,659,683,000
4.	J. Paul Getty Trust (CA)	Indépendante	10,929,809,811
5.	The David and Lucile Packard Foundation (CA)	Indépendante	9,793,212,529
6.	The Robert Wood Johnson Foundation (NJ)	Indépendante	8,793,792,000
7.	W. K. Kellogg Foundation (MI)	Indépendante	5,719,735,520
8.	The Andrew W. Mellon Foundation (NY)	Indépendante	4,888,237,000
9.	The Pew Charitable Trusts (PA)	Indépendante	4,800,776,253
10.	The Starr Foundation (NY)	Indépendante	4,486,499,157
11.	John D. and Catherine T. MacArthur Foundation (IL)	Indépendante	4,479,153,951
12.	The William and Flora Hewlett Foundation (CA)	Indépendante	3,930,366,990
13.	The Rockefeller Foundation (NY)	Indépendante	3,619,028,000
14.	The California Endowment (CA)	Indépendante	3,490,256,407
15.	Robert W. Woodruff Foundation, Inc. (GA)	Indépendante	3,139,654,481
16.	The Annie E. Casey Foundation (MD)	Indépendante	3,001,942,131
17.	The Annenberg Foundation (PA)	Indépendante	2,932,205,767
18.	Charles Stewart Mott Foundation (MI)	Indépendante	2,881,802,805
19.	The Duke Endowment (NC)	Indépendante	2,874,017,045
20.	Casey Family Programs (WA)	Indépendante	2,811,000,726



Principales fondations en termes de subventions accordées

(Source : Agence financière Ambassade de France – juin 2002)

Rang	Nom/(Etat)	Type de fondation	Total des dons (en \$)
1.	Bill & Melinda Gates Foundation (WA)	Indépendante	994,900,000
2.	The Ford Foundation (NY)	Indépendante	652,091,000
3.	Lilly Endowment Inc. (IN)	Indépendante	583,890,521
4.	The David and Lucile Packard Foundation (CA)	Indépendante	533,589,987
5.	The Robert Wood Johnson Foundation (NJ)	Indépendante	351,683,796
6.	The Andrew W. Mellon Foundation (NY)	Indépendante	205,870,150
7.	The California Endowment (CA)	Indépendante	189,663,220
8.	The Pew Charitable Trusts (PA)	Indépendante	187,853,822
9.	W. K. Kellogg Foundation (MI)	Indépendante	178,739,742
10.	Ford Motor Company Fund (MI)	D'entreprise	169,100,475
11.	John D. and Catherine T. MacArthur Foundation (IL)	Indépendante	164,022,738
12.	The Rockefeller Foundation (NY)	Indépendante	163,391,841
13.	Open Society Institute (NY)	Indépendante	152,974,312
14.	Robert W. Woodruff Foundation, Inc. (GA)	Indépendante	149,979,270
15.	The New York Community Trust (NY)	Communautaire	143,950,743
16.	The Starr Foundation (NY)	Indépendante	143,822,676
17.	Charles Stewart Mott Foundation (MI)	Indépendante	139,480,791
18.	The William and Flora Hewlett Foundation (CA)	Indépendante	135,748,270
19.	The Annenberg Foundation (PA)	Indépendante	132,384,109
20.	California Community Foundation (CA)	Communautaire	113,449,501



Composition du Board de la Fondation Bill Gates

Patty Stonesifer : CEO

Sets strategic priorities, monitors results, and facilitates relationships with key partners

Born: c. 1956

Birthplace: Indianapolis, IN

Gender: Female

Race or Ethnicity: White

Sexual orientation: Straight

Occupation: Business

Mariée à Michael Kinsley, political columnist and former head of the Microsoft-funded online journal Slate (initially part of MSN)

06 - : Fondation Gates - CEO

06/97 - : 01/06 : Fondation Gates - presidente et co-chair

96 - : Dreamwork - Consultant to

Pour DreamWorks Interactive, la joint venture avec MS

Pour Pacific Data Images, création de film d'animation (ex: Ants)

88 - 96 : Microsoft

Senior Vice President of the Interactive Media Division

Investments in new online content

MSNBC, cable TV and Internet news venture with NBC

Reworked MSN for the Internet

Encarta online research tool

Joint Venture avec DreamWorks



Boards

97 - : Amazon

99 - : CBS

99 - : Viacom Inc

?? - ?? : Kinko's

Positions

American Academy of Arts and Sciences

AIAS : founding board member

Vaccine Fund : serves on the board

United Nations Economic and Social Council : general assembly special session on AIDS.

CITIES founding co-chair of the board

Smithsonian Institution : board of regents

Award

July 1996, named as one of the 25 Most Influential People in America by Time

Diplômes

Sources :

http://en.wikipedia.org/wiki/Patty_Stonesifer

<http://www.businessweek.com/1996/46/b350163.htm>

<http://www.nndb.com/people/027/000031931/>



Sylvia M. Mathews : President, Global Development Program

leads four areas of grantmaking: Global Libraries, Financial Services for the Poor, Agricultural Development, and Special Initiatives

advocacy activities for the Global Development Program

part of the executive management team

Rem : le nom "Burwell" apparaît aussi, en particulier dans les documents liés à MetLife

Born: 1965

Birthplace: Hinton, WV

Gender: Female

Race or Ethnicity: White

Occupation: Administrator

Party Affiliation: Democratic (Volunteer for Dukakis-Bentsen and the Clinton-Gore presidential campaigns)

Father: William Mathews (optometrist)

Mother: Cleo Mathews (Mayor of Hinton, WV)

06 - : Bill and Melinda Gates Foundation President, Global Development Program

02 - 06 : Bill and Melinda Gates Foundation COO and Executive Director

98 - 01 : Office of Management and Budget Deputy Director, OMB

97 - 98 : White House Deputy Chief of Staff

95 - 97 : US Treasury Department Chief of Staff to Treas. Secy. Robert E. Rubin

93 - 95 : National Economic Council, US Official Staff Director

90 - 92 : McKinsey & Company Associate

Boards



04 - : MetLife and Metropolitan Life Insurance Company

Positions

University of Virginia, Governing Council Member of the Miller Center of Public Affairs

University of Washington, member of the Medicine Board

Pacific Council on International Policy

Aspen Strategy Group

Nike Foundation, member of the Advisory Group

Awards

Wall Street Journal as one of The 50 Women to Watch -- 2005 world wide

Diplomas

University: BA Government, Harvard University (1987, cum laude)

University: BA Philosophy, Politics, Economics, Oxford University (on a Rhodes Scholarship)

Sources

<http://www.nndb.com/people/323/000128936/>

<http://www.metlife.com/Applications/Corporate/WPS/CDA/PageGenerator/0,4132,P14695,00.html>

<http://www.answers.com/topic/sylvia-mathews>

http://en.wikipedia.org/wiki/Sylvia_Mathews



Allan C. Golston : President, U.S. Program

Oversees finance, human resources, information technology, security, site operations, and administration for the foundation

Born: 1967

Birthplace:

Gender: Male

Race or Ethnicity: Black

Occupation:

Party Affiliation:

Father:

Mother:

Jobs

00 - : ; Gates Foundation, chief financial officer and administrative officer, Seattle

97 – 00 : Swedish Health Services, director of finance, Seattle

93 – 97 : University of Colorado Hospital, director of finance and controller, Denver

91 - 93 : MIS, Inc., director of business analysis and product development, Denver

89 - 91: KPMG Peat Marwick, auditor

Boards

New Futures

Philanthropy Northwest

Public Library of Science

Positions

Artist Trust, trustee

Make-A-Wish Foundation, trustee

Port of Seattle, advisory committee



Awards

Puget Sound Business Journal, 40 Under 40, 2003.

Diplômes

Seattle University - Master's degree in business administration

University of Colorado - Bachelor's of science in accounting

Sources

http://www.gavialliance.org/General_Information/gavifund/Board/index.php



Tadataka Yamada, M.D. : President, Global Health Program

Global health grant portfolio and Global Health Advocacy

Job:

Gastroenterologist

University of Michigan Medical Center: Physician-in-Chief

University of Michigan Medical School: chairman of the Department of Internal Medicine

Boards:

Past:

president of American Gastroenterological Association.

Association of American Physicians.

Current:

- GlaxoSmithKline : Chairman of R&D, member of the Board of Directors.
- Institute of Medicine of the National Academy of Science (US): member
- Academy of Medical Sciences (UK): member
- Member of the Board of Directors of the American Board of Internal Medicine
- National Board of Medical Examiners (US)
- Board of Directors of diaDexus

Positions:

Rockefeller Brothers Fund

Diplomas:

- Stanford University : bachelor degree in history
- Medical degree from New York University School of Medicine.

Sources :



<http://pacifichealthsummit.org/about/leadership/yamada.aspx>

http://www.a-star.edu.sg/astar/about/action/about_bmrc_board_bio.do?id=29f94b0630LP

Cheryl Scott : Chief Operating Officer

Oversees the foundation's Legal, Security, Human Resources, Foundation Advocacy, Finance & Administration, Financial Analysis & Planning, Information Technology, and Impact Assessment & Improvement teams

Job :

79: Group Health Cooperative(basée à Seattle)

99: Group Health Cooperative : president and CEO

06/06: entrée à la fondation

Currently clinical professor in the Department of Health Services at the University of Washington where she teaches a graduate seminar on leading complex adaptive systems.

Boards :

Past :

the Alliance of Community Health Plans

the Healthcare Forum

America's Health Insurance Plans.

Current :

the Health Technology Center

the Institute of Medicine's Committee on Redesigning Health Insurance Benefits, Payment and Performance Improvement Programs.

Washington State Life Sciences Discovery Fund.

Positions: interests center on issues of the uninsured and public education.

Past : Alliance for Education and chair of the External Advisory Committee for the University of Washington's Health Administration Program.

Current : King County's Blue Ribbon Committee On Election Reform.

Diplomas:

- Clinical Professor



- bachelor's degree in communication (University of Washington), 1975
- master's degree in health administration (University of Washington), 1977

Sources

http://depts.washington.edu/hserv/faculty/?Scott_Cheryl

http://sphcm.washington.edu/faculty/fac_bio.asp?url_ID=Scott_Cheryl



Autres

Responsables de divers services et départements

- **Elizabeth Wong** - Senior program officer for Special Initiatives
- **Lawrence Yanovitch** - Senior program officer for Financial Services for the Poor
- **Teresa Peters** - Senior program officer for Global Libraries
- **Amolo Ng'weno** - Senior program officer for Financial Services for the Poor
- **Roy Steiner** - Senior program officer for Agricultural Development
- **Bakari Bakari** - Director of operations for Global Development Program
- **Priya Jaisinghani** - Program officer for Financial Services for the Poor.
- **Monica Harrington** : a senior policy officer at the foundation
- **Michael Larson** : chief investment manager
- **Paul Hawken** : Natural Capital Institute, an investment research group
- **Douglas Bauer** : senior vice president of Rockefeller Philanthropy Advisors
- **Daniel Berman** : deputy director in South Africa for Doctors Without Borders

Les 15 principes « déontologiques » de la fondation

- This is a family foundation driven by the interests and passions of the Gates family.
- Philanthropy plays an important but limited role.
- Science and technology have great potential to improve lives around the world.
- We are funders and shapers—we rely on others to act and implement.
- Our focus is clear—and limited—and prioritizes some of the most neglected issues.
- We identify a specific point of intervention and apply our efforts against a theory of change.
- We take risks, make big bets, and move with urgency. We are in it for the long haul.
- We advocate—vigorously but responsibly—in our areas of focus.



- We must be humble and mindful in our actions and words. We seek and heed the counsel of outside voices.
- We treat our grantees as valued partners, and we treat the ultimate beneficiaries of our work with respect.
- Delivering results with the resources we have been given is of the utmost importance—and we seek and share information about those results.
- We demand ethical behavior of ourselves.
- We treat each other as valued colleagues.
- Meeting our mission—to increase opportunity and equity for those most in need—requires great stewardship of the money we have available.
- We leave room for growth and change.



Article du L.A. Times

La Fondation Bill Gates investit des milliards dans des industries bien peu philanthropiques...

8 janvier 2007

Par Charles Piller, Edmund Sanders et Robin Dixon du Los Angeles Times

Le capital dont dispose la fondation est supérieur au PIB de deux tiers des pays du monde. Pourquoi l'institution caritative la plus riche du monde est-elle actionnaire de sociétés qui sont à l'origine des fléaux sanitaires et écologiques qu'elle s'est donné pour objectif de combattre ?

D'EBOCHA (NIGERIA) Justice Eta tend son petit pouce.

Une tache d'encre atteste que ce bébé de 14 mois a été immunisé contre la polio et la rougeole, dans le cadre de la campagne de vaccination financée par la Fondation Bill & Melinda Gates au Nigeria.

Mais la polio n'est pas le seul danger qui menace le petit Justice.

Depuis sa naissance ou presque, il présente des troubles respiratoires.

Son entourage dit simplement qu'il "a de la toux", attribuant sa maladie à la fumée et aux retombées de suie des torchères dont les langues de feu lèchent le ciel à 90 mètres au-dessus d'une raffinerie voisine qui appartient au géant pétrolier ENI.

Or l'un des actionnaires de cette société italienne n'est autre que la Fondation Bill & Melinda Gates.

La clinique de fortune où le bébé a été vacciné et les torchères qui dominent la ville symbolisent parfaitement les contradictions de la Fondation Gates.

A la faveur d'une enquête approfondie, nous avons constaté une grande incohérence entre les initiatives caritatives de la fondation et ses placements financiers : chaque année, elle engrange d'importants bénéfices grâce à des investissements qui vont clairement à l'encontre de ses bonnes œuvres.

Selon le Dr Elekwachi Okey, médecin à Ebocha, les centaines de torchères des raffineries du delta du Niger ont déclenché une vague de bronchites parmi les adultes, mais aussi d'asthme et de troubles de la vision chez les enfants.

Aucune étude n'a réellement démontré les effets de ces usines sur la santé, mais nombre des 250 composés toxiques présents dans les fumées et la suie sont depuis longtemps identifiés comme des facteurs de maladies de l'appareil respiratoire et de cancers.



“Ici, nous sommes tous fumeurs, mais personne n'a besoin de cigarettes”, ironise le Dr Okey.

Pour les compagnies pétrolières de la région, il revient moins cher de brûler chaque jour près de 28 millions de mètres cubes de gaz – contribuant ainsi au réchauffement climatique – que de le vendre.

Et elles nient tout rapport entre les torchères et les pathologies présentes dans la région.

Sous la pression des militants, la Cour suprême du Nigeria a pourtant enjoint aux exploitants d'éteindre leurs torchères d'ici à mai 2007.

A partir de cette date, le gaz devra être soit réinjecté dans le sous-sol, soit acheminé par camion et gazoduc pour être vendu.

Mais les autorités ne se font pas d'illusions et il y a de fortes chances pour que la combustion se prolonge encore plusieurs années.

La Fondation Gates a consacré 218 millions de dollars à une campagne de vaccination contre la polio et la rougeole menée dans le monde entier, y compris dans le delta du Niger.

Parallèlement, elle a investi 423 millions de dollars dans le capital d'ENI, de Royal Dutch Shell, d'Exxon Mobil, de Chevron et de Total – les compagnies responsables de la plupart des émissions de gaz qui obscurcissent le ciel d'Ebocha, et ce à des niveaux très supérieurs à ceux tolérés aux Etats-Unis ou en Europe.

Les dirigeants locaux accusent aussi le développement de l'industrie du pétrole de favoriser d'autres fléaux combattus par la Fondation Gates.

Les ouvriers et les soldats qui les protègent attirent par exemple la prostitution, contribuant ainsi à une recrudescence du VIH et des grossesses adolescentes.

Et les trous de forage se remplissent d'eaux stagnantes, devenant des foyers de prolifération idéals pour les moustiques qui propagent le paludisme.

A la fin 2005, la Fondation Gates était dotée de 35 milliards de dollars, ce qui en faisait déjà l'institution caritative la plus importante du monde.

Depuis lors, Warren E. Buffett, l'homme le plus riche de la planète (après Bill Gates), s'est engagé – en juin 2006 – à y ajouter progressivement près de 31 milliards de dollars, prélevés sur sa fortune personnelle.

Sans même compter les dizaines de milliards de dollars supplémentaires promis par Gates, le capital dont dispose désormais la fondation est supérieur au produit intérieur brut de près des deux tiers des pays du monde.

Comme la plupart des œuvres philanthropiques, la fondation consacre chaque année au moins 5 % de ses avoirs à des donations afin de bénéficier d'une exonération fiscale.

En 2005, elle a ainsi distribué près de 1,4 milliard de dollars.



Elle subventionne essentiellement des actions sanitaires, des initiatives visant à améliorer l'enseignement public aux Etats-Unis et des programmes d'aide sociale dans la région du Nord-Ouest Pacifique.

Les 95 % restants sont investis.

Ces placements sont gérés par Bill Gates Investments, une structure qui administre également la fortune personnelle du milliardaire.

Selon Monica Harrington, responsable de la stratégie pour la fondation, les gestionnaires ont un seul objectif : dégager une rentabilité "capable d'assurer la pérennité du financement des programmes et des subventions".

Bill et Melinda Gates demandent à ces financiers de diversifier fortement leur portefeuille, mais ne leur donnent aucune directive particulière.

Si l'on se réfère aux données fournies par des cabinets spécialisés dans l'analyse des pratiques des fonds communs de placement, des fonds de retraite, des agences gouvernementales ou des fondations, on constate que la Fondation Gates détient des participations dans un grand nombre d'entreprises qui contreviennent aux normes écologiques, opèrent des discriminations professionnelles, violent les droits des salariés ou développent d'autres pratiques contraires à l'éthique, et ne remplissent donc pas les critères classiques de responsabilité sociale.

Plusieurs centaines de placements réalisés par l'institution – représentant un total d'au moins 8,7 milliards de dollars, soit 41 % de ses actifs (hors titres d'Etat américains ou étrangers) – concernent des entreprises dont l'action contrarie ses objectifs philanthropiques ou ses préoccupations sociales.

D'après Paul Hawken, spécialiste de l'investissement socialement responsable et directeur du groupe de recherche Natural Capital Institute, c'est là le "secret honteux" de beaucoup de grandes œuvres caritatives.

"Les fondations subventionnent des organismes qui s'efforcent de construire l'avenir, mais, par leurs investissements, elles hypothèquent cet avenir." Le plus grave, souligne-t-il, n'est pas d'investir dans des sociétés nocives ou peu respectueuses de l'éthique, mais de ne le faire que pour l'argent, sans même chercher à améliorer le mode de fonctionnement de ces entreprises.

Ce genre de stratégie peu scrupuleuse, ajoute Paul Hawken, récompense en réalité les mauvaises pratiques.

A la Fondation Gates, cette politique est garantie par le strict cloisonnement de la branche caritative et de la branche financière.

Les objectifs de la première ne doivent en aucune façon affecter les investissements de la seconde.



Ses responsables ont d'ailleurs récemment annoncé qu'ils envisageaient d'institutionnaliser cette organisation en plaçant leurs actifs dans une structure distincte, le Bill & Melinda Gates Foundation Trust, dont les deux administrateurs seront Bill et Melinda Gates eux-mêmes.

"Nous fonctionnons depuis plusieurs années selon ces principes, explique Mme Harrington.

Mais une séparation officielle des deux branches clarifiera encore davantage la situation." Les gestionnaires du fonds n'excluent que les fabricants de tabac de leur portefeuille.

Ils n'investissent jamais un centime dans une entreprise au simple motif qu'elle agit conformément aux intérêts philanthropiques de la fondation.

Des milliards de dollars investis dans des industries polluantes

Le milieu caritatif commence pourtant à se rendre compte qu'il est pour le moins paradoxal de donner de l'argent pour promouvoir un monde meilleur tout en réalisant des investissements qui le mettent en péril.

Des études récentes montrent que de nombreuses fondations, dont certaines parmi les plus importantes des Etats-Unis, se sont au moins fixé quelques principes de base pour assurer une certaine cohérence entre leurs placements et leur mission.

Parmi les principales institutions qui fondent essentiellement leur choix sur des critères de justice sociale, de bonne gouvernance d'entreprise et de respect de l'environnement, figurent par exemple les fondations Ford, John D. et Catherine T. MacArthur, Rockefeller et Charles Stewart Mott.

Près d'un tiers de ces institutions jouent leur rôle d'actionnaire en utilisant leurs droits de vote pour infléchir les pratiques des entreprises.

Quelques-unes sont même devenues de vrais actionnaires militants.

Depuis quelques années par exemple, la Nathan Cummings, dotée de 481 millions de dollars, soumet régulièrement au vote des actionnaires, lors des assemblées générales, des résolutions contraignant la société à adopter une stratégie transparente et respectueuse de l'environnement.

Monica Harrington assure, sans plus de précisions, que les gestionnaires de la Fondation Gates votent également ce genre de résolutions.

En mai dernier, elle avait pourtant confié à la revue Chronicle of Philanthropy qu'ils ne se mêlaient jamais de ce genre d'affaires.

La fondation n'a par ailleurs pas autorisé son responsable des investissements, Michael Larson, à répondre à nos questions.

De son côté, Michael J. Smith, directeur des investissements de la Fondation Charles Stewart Mott, estime que les fondations doivent absolument utiliser leurs droits de vote pour



améliorer le comportement des sociétés, ne serait-ce que pour des raisons purement financières.

“Les entreprises qui ont une bonne gouvernance sont généralement bien gérées et enregistrent régulièrement des bénéfices”, affirme-t-il.

La Fondation Gates serait particulièrement bien placée pour donner le la.

Elle dispose de plus de pouvoir que n'importe quelle autre pour faire avancer le débat, fait remarquer Douglas Bauer, vice-président de Rockefeller Philanthropy Advisors, un organisme à but non lucratif qui conseille les fondations sur les questions de stratégie et d'éthique.

Si elle sélectionnait des sociétés qui partagent ses valeurs, le secteur de la philanthropie dans son ensemble subirait un véritable “séisme”, assure-t-il.

La fondation n'a pas répondu à nos questions écrites sur ses éventuelles intentions de modifier sa politique d'investissements.

A Lagos (Nigeria), presque tous les matins, Felix, 56 ans, se rend à pied dans une usine située dans les faubourgs de la capitale pour acheter un pain de glace à 40 cents.

Ce militaire à la retraite en a absolument besoin : il ne doit pas laisser fondre ses médicaments.

Il y a deux ans, son épouse a été emportée par le sida et il a appris qu'il était séropositif.

Il a pris des antirétroviraux et son état s'est amélioré.

Mais il a souvent dû interrompre son traitement, qui, à 62 dollars par mois, était au-dessus de ses moyens.

Cet ancien sergent, père de six enfants, ne touche qu'une pension de 115 dollars – et encore, pas tous les mois.

Plus grave, son organisme a bientôt cessé de réagir à la molécule.

En mai, Felix a commencé à prendre un autre médicament, le Kaletra.

Ce traitement lui a permis d'aller mieux, mais à quel prix ! Sous le climat caniculaire du Nigeria, où le mercure dépasse souvent les 37 °C, les gélules de Kaletra fondent.

Le retraité est donc obligé de les conserver dans une boîte remplie de glace, qu'il faut renouveler chaque jour.

Il doit ensuite prendre son médicament à 10 heures du matin et à 10 heures du soir précises.

Avec de telles contraintes, il lui est difficile de travailler, même en se contentant d'un petit boulot.



Il existe désormais une nouvelle version du Kaletra qui se conserve à température ambiante.

Mais le médecin traitant de Felix, le Dr T.M. Balogun, l'un des directeurs du programme de lutte contre le sida au centre hospitalier universitaire de Lagos, lui a conseillé de ne pas trop espérer.

L'hôpital est subventionné par le gouvernement nigérian, qui touche lui-même des aides du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Cet organisme a reçu 651 millions de dollars de la Fondation Gates.

Pourtant, l'hôpital ne propose pas le nouveau Kaletra.

Il est trop cher.

Plusieurs pharmacies privées le commercialisent à 246 dollars par mois.

Totalement hors de portée pour Felix.

Or le Kaletra est fabriqué par le laboratoire Abbott.

Et la Fondation Gates détenait, en septembre 2006, une participation de 169 millions de dollars dans le capital de ce labo.

En 2005, le portefeuille de la fondation comptait près de 1,5 milliard de dollars d'actions de laboratoires pharmaceutiques très critiqués pour leurs pratiques commerciales limitant l'accès des populations pauvres des pays en développement à des molécules essentielles.

En moyenne, la valeur des actions de ces sociétés a augmenté de 54 % depuis 2002.

Ses investissements chez Abbott et dans d'autres laboratoires ont probablement rapporté à la fondation plusieurs centaines de millions de dollars.

Microsoft, meilleur allié des laboratoires pharmaceutiques

L'industrie pharmaceutique se défend en expliquant que cette protection par les prix est indispensable à la poursuite de ses activités de recherche et développement.

En 1994, à l'issue d'un intense lobbying mené avec d'autres secteurs d'activité fondés sur la recherche, elle a fait adopter l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liée au commerce, qui limite les possibilités de commercialiser des génériques bon marché.

Cet accord assure aux nouveaux médicaments un monopole pour une durée d'au moins vingt ans – confirmant du même coup les droits exclusifs d'Abbott sur la production de Kaletra.

Ce qui explique qu'il n'y ait pas de générique pour remplacer cette molécule, dont Abbott fixe le prix pour le monde entier.

Sous la pression des associations, Abbott a toutefois consenti, comme d'autres laboratoires, à baisser le prix des principaux médicaments contre le sida dans les pays pauvres.



Au Guatemala et en Thaïlande, la nouvelle version du Kaletra coûte ainsi 2 200 dollars par patient et par an – somme à laquelle il faut ajouter les taxes et les droits –, ce qui est très inférieur aux 8 000 dollars facturés aux Etats-Unis.

Au Nigeria, le traitement revient officiellement à 500 dollars par an.

Mais c'est encore beaucoup trop cher pour Felix et la grande majorité des patients.

Cette politique de tarification "fait que, dans les pays en développement, les médicaments ne sont à la portée que d'une petite élite fortunée", déplore Brook Baker, spécialiste de la propriété intellectuelle à l'université Northeastern (Boston), qui n'hésite pas à parler d'un "apartheid pharmaceutique".

Les laboratoires soulignent que leurs détracteurs oublient de parler des milliards de dollars en médicaments qu'ils offrent chaque année aux pays en développement.

Abbott rappelle qu'il a fourni gracieusement des traitements contre le sida à 25 000 patients, offert plusieurs millions de kits de dépistage et contribué à financer un vaste programme d'amélioration des services liés au sida en Tanzanie.

Ces cadeaux sont certes très appréciables, mais ils ont un effet pervers : ils font fuir les fournisseurs de génériques.

"Les dons font disparaître la perspective d'un approvisionnement régulier", explique Ellen 't Hoen, qui dirige un programme d'accès aux médicaments de Médecins sans frontières.

Et quand il n'y a plus de remèdes gratuits les patients meurent.

La plupart des médicaments garantissent une rentabilité élevée.

Au troisième trimestre 2006, Abbott affichait une marge bénéficiaire brute de 59 %, et a versé à ses actionnaires des dividendes pour le 331e trimestre d'affilée.

Selon un rapport du Congrès américain, pour le seul premier semestre 2006, les dix plus gros laboratoires pharmaceutiques ont dégagé 39,8 milliards de dollars de bénéfices.

En août dernier, Bill Gates a déclaré à la tribune de la Conférence internationale sur le sida que la grande priorité de sa fondation était d'enrayer ce fléau.

Depuis sa création, celle-ci y a consacré plus de 2 milliards de dollars.

Mais elle n'a pas répondu à nos questions écrites sur les problèmes des patients qui ne peuvent se procurer les médicaments contre le sida en raison de la politique des laboratoires pharmaceutiques.

Parallèlement, la fondation sélectionne les bénéficiaires de ses dons selon des critères bien plus rigoureux que les laboratoires où elle investit une grande partie de son argent.

Son formulaire de demande de subvention précise qu'elle attend des candidats qu'ils "exercent leurs droits de propriété intellectuelle selon des modalités cohérentes avec l'objectif affiché par la Fondation Bill & Melinda Gates de promouvoir ..., dans l'intérêt



général, la disponibilité des inventions dans les pays en développement à un coût raisonnable.” Certains détracteurs de la fondation estiment que, afin de comprendre son incapacité à utiliser ses propres investissements pour servir “l’intérêt général dans les pays en développement à un coût raisonnable”, il suffit de remonter à la source principale de sa richesse – Microsoft, dont Bill Gates est président.

Le monopole de Microsoft sur les systèmes d’exploitation informatiques et les logiciels de bureautique relève en effet de la même conception de la propriété intellectuelle et du droit commercial que celle défendue par les laboratoires pharmaceutiques.

“La Fondation Gates a vraiment les moyens de transformer la dynamique pour faire en sorte que les médicaments soient fournis en premier lieu aux pays qui en ont le plus besoin”, souligne Daniel Berman, directeur adjoint de Médecins sans frontières pour l’Afrique du Sud. “Mais cela irait à l’encontre des intérêts de Microsoft.”



Bibliographie

[1] Gates Foundation to review investments

Wednesday, January 10, 2007 - 12:00 AM

Kristi Heim - *Seattle Times*

<http://archives.seattletimes.nwsourc.com/cgi-bin/texis.cgi/web/vortex/display?slug=gatesinvest10&date=20070110&query=Gates+Foundation>

[2] Gates Foundation Backing Off From Its Pledge to Review Investments

11 Janvier 2007

Jeff Reifman

http://www.idealog.us/2007/01/gates_foundatio.html

[3] Our Investment Philosophy

Jeudi 10 Janvier 2007

Cheryl Scott

<http://www.gatesfoundation.org/AboutUs/Announcements/Announce-070109.htm>

[4] Gates Foundation to keep its investment approach

14 Janvier 2007-05-18

Charles Piller – *LA Times*

http://www.latimes.com/news/printedition/asection/la-na-gates14jan14,1,7694464.story?coll=la-news-a_section&ctrack=1&cset=true



Le Position Paper de l'AMCHAM

Position paper AMCHAM concernant le livre vert intitulé : a European Strategy for Sustainable, Competitive and Secure Energy

20 septembre 2006

(Traduction de la partie relative au développement durable et à la réduction du changement climatique)

L'Amcham approuve l'engagement de l'UE, notamment pour s'attaquer au problème du changement climatique et du développement durable.

Pour que la politique en matière de changement climatique réussisse, l'Amcham pense qu'il faut impliquer l'ensemble des parties prenantes. Comme le changement climatique est une question globale, les politiques régionales ont un impact limité : les efforts doivent être intensifiés pour s'assurer d'une plus grande coopération avec les plus importants émetteurs de gaz à effet de serre.

Performance énergétique

Un rôle clé pour réduire les coûts énergétiques de tous les utilisateurs tout en ayant un effet salubre pour l'environnement.

Tous nos membres utilisent de l'énergie, et certains fournissent des technologies performantes en matière d'énergie (motorisation, construction, éclairage, aviation...)

Ils ont donc de grandes attentes concernant le plan d'actions « Performance énergétique ». Voici les items prioritaires

Mécanismes de financement : la plupart du temps, il existe déjà des technologies performantes dans des domaines variés qui réduisent grandement la consommation énergétique tout en permettant de maintenir le même niveau de vie pour l'utilisateur final. Elles coûtent souvent un peu plus cher que les technologies traditionnelles, bien que les économies qu'elles génèrent compensent grandement leur coût supplémentaire. => *L'Amcham croit qu'une véritable stratégie devrait proposer des instruments de financement appropriés pour encourager les consommateurs à acquérir les technologies performantes existantes.*

Campagnes d'information : nous supportons la stratégie de la Commission visant à fournir une meilleure information à tous les citoyens de l'UE concernant la performance énergétique des produits. Le rôle de l'utilisateur final est déterminant pour réduire la consommation



d'énergie : la façon dont un produit est utilisé est souvent plus important que ses spécifications énergétiques ;

Dimension internationale : nous encourageons l'intention de la Commission de négocier un accord international sur la performance énergétique. Puisque la réduction de la consommation énergétique est une question globale, sa réponse doit être globale. Ainsi, il est primordial que si de nouveaux standards de production sont adoptés, ils ne doivent pas constituer des barrières contre les produits non européens.

Sources d'énergies renouvelables

L'Amcham UE appuie le plan de la Commission de proposer une feuille de route de l'énergie renouvelable, intégrant des objectifs devant être atteints au-delà de 2010. Nous pensons que les sources d'énergies renouvelables ont un rôle majeur pour le mix énergétique du futur. Cependant, le fuel, le gaz, et le charbon resteront les sources d'énergie pour de nombreuses années. Donc, il est décisif de trouver un équilibre entre une politique à long terme (visant à promouvoir les sources d'énergie renouvelables) et une politique efficace à court et moyen terme.

Nous croyons qu'une des plus importantes mesures à prendre par la Commission européenne consiste à favoriser une approche coordonnée entre les états membres de l'UE pour promouvoir les sources d'énergie renouvelables, pour s'assurer d'une structure législative stable appliquée à tous les pays, et garantir un niveau de soutien pour ces sources d'énergie renouvelables qui dépendent encore beaucoup d'une aide financière.

Capture du carbone et stockage géologique

Nous sommes totalement d'accord avec la Commission sur le rôle prépondérant de l'extraction du carbone et de son stockage géologique et sur le fait que cela peut jouer un rôle conséquent dans la réduction des émissions. Cette technologie devient d'autant plus intéressante que nous sommes à présent confrontés à une augmentation de l'utilisation du charbon.

Nous pensons qu'il est crucial pour l'UE d'investir dans une R&D appropriée dans le but de s'assurer que cette technologie devienne fiable rapidement. Cependant, nous insistons sur l'importance de la coopération entre les partenaires internationaux afin de s'assurer que cet effort soit conjointement réalisé avec toute la coordination nécessaire et de réduire les coûts. EN particulier, nous suggérons que la commission inclut l'extraction du carbone et son stockage dans la liste de questions afférant à la coopération Etats-Unis-Europe.